



Assemblée générale

Cinquante-deuxième session

27 mai 1997

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999*

Titre V

Coopération régionale pour le développement

Chapitre 17

Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique

(Programme 15 du plan à moyen terme
pour la période 1998-2001)

Table des matières

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble	1
A. Organes directeurs	5
B. Direction exécutive et administration	6
C. Programme de travail	8
1. Coopération économique régionale : commerce et investissements	10
2. Coopération économique régionale : recherche et analyse des politiques	15
3. Coopération économique régionale : industrie et technologie	18
4. Environnement et développement durable	22
5. Dépaupérisation : développement social	29
6. Dépaupérisation : développement rural et urbain	35

* Le présent document contient le chapitre 17 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999. L'ensemble du projet de budget-programme paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément No 6 aux Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session* (A/52/6/Rev.1).

7. Dépaupérisation : population et développement	39
8. Transports et communications	43
9. Statistiques	47
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et pays insulaires en développement	51
D. Appui aux programmes	54

Chapitre 17

Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique

(Programme 15 du plan à moyen terme
pour la période 1998-2001)

Vue d'ensemble

- 17.1 La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) est chargée de l'exécution de ce programme. C'est à son siège, à Bangkok, et dans son centre des opérations dans le Pacifique, situé à Vanuatu, que la CESAP mène ses activités.
- 17.2 Les membres et les membres associés de la CESAP sont à des stades de développement différents et se composent de pays développés, de pays nouvellement industrialisés, de pays comptant parmi les moins avancés, de pays sans littoral, et de pays insulaires en développement et de pays en transition qui sont en train de passer d'une économie planifiée à une économie de marché.
- 17.3 Afin de pouvoir répondre à la diversité des besoins de ses membres et membres associés, la Commission continuera, au cours de l'exercice biennal 1998-1999, à concentrer son attention sur trois grands thèmes, à savoir : a) la coopération économique régionale dans des domaines aussi essentiels que le commerce, les investissements, la création de capacités technologiques, les transports et la mise en place d'infrastructures; b) l'environnement, et un développement durable qui tente d'endiguer la dégradation de l'environnement et mette l'accent sur une gestion rationnelle des ressources non renouvelables; et c) la formulation et la mise en oeuvre de politiques sociales efficaces, de plans d'action et de programmes qui permettent de lutter contre le paupérisme, d'améliorer la qualité de vie de tous les groupes sociaux et de mettre en valeur les ressources humaines de la région. La Commission continuera en outre à faciliter l'échange de données d'expérience entre les pays grâce à la coopération technique entre pays en développement et à la coopération Sud-Sud, et à développer au profit de ses membres sa fonction de centre de recherche, d'analyse et d'information en matière de politiques.
- 17.4 Dans le cadre de son programme de travail pour l'exercice biennal, la CESAP accélérera le suivi à l'échelon régional des déclarations et programmes d'action adoptés lors des récentes conférences mondiales afin de soutenir les efforts déployés à l'échelon national et à l'échelon sous-régional. La CESAP développera son rôle de chef de file pour ce qui est d'organiser les réunions de chefs de secrétariat d'organisations sous-régionales et d'élaborer une approche du développement régional unifiée et efficace à l'échelle du système des Nations Unies dans le cadre des travaux du Comité interorganisations régional pour l'Asie et le Pacifique et de ses sous-comités. Par le biais de ces organes, la CESAP continuera de renforcer la collaboration interorganisations en vue d'une mise en commun des ressources existant au sein du système des Nations Unies pour la formulation et la mise en oeuvre de programmes d'assistance technique en faveur des pays de la région.
- 17.5 Au cours de l'exercice biennal, la CESAP s'emploiera tout particulièrement à accroître les capacités des pays les moins avancés, des pays sans littoral, des pays insulaires en développement et des pays en transition, afin de faciliter leur intégration à la dynamique de développement de la région et de les associer au développement économique et social international.
- 17.6 On a révisé la structure du programme de la CESAP, en portant de 6, au cours de l'exercice biennal 1996-1997, à 10 le nombre de ses sous-programmes pour l'exercice biennal 1998-1999, suivant en cela la

structure du plan à moyen terme pour la période 1998-2001 (A/51/6/Rev.1 et Rev.1/Corr.1). Cette modification permettra une plus grande transparence dans la mesure où elle fait apparaître clairement la répartition des responsabilités quant à l'exécution des tâches et leur aboutissement.

- 17.7 La CESAP s'efforcera par ailleurs de réduire la fréquence de parution de nombre de ses publications en série. Du reste, l'échange et la diffusion d'informations se fera de plus en plus souvent par voie électronique plutôt que par le moyen classique de publications imprimées. Des matériaux d'information seront diffusés afin de susciter une prise de conscience accrue des activités prioritaires que la CESAP mène en faveur des pays membres.
- 17.8 Le montant global des ressources demandées pour l'exercice biennal 1998-1999 (67 911 900 dollars) fait apparaître une augmentation de 424 600 dollars (0,6 %). Cette augmentation représente l'effet combiné des facteurs suivants : a) le redéploiement à ce chapitre de 3 postes (1 poste P-5, 1 poste P-3 et 1 poste d'agent local) et le transfert de la CNUCED à la CESAP des ressources matérielles afférentes au Service commun CNUCED/CESAP sur les sociétés transnationales; b) l'incidence différée de la création d'un poste P-5 au titre de l'exercice biennal 1996-1997; c) l'application des nouveaux taux normalisés de vacance de postes; d) la suppression envisagée de 50 postes (18 postes d'administrateur, 30 postes d'agent local et 2 postes d'agent du Service mobile); et e) des augmentations et des diminutions à diverses rubriques reflétant une réorientation dans l'utilisation des ressources qui devrait permettre à la CESAP, avec des effectifs allégés, de s'acquitter plus efficacement du programme de travail qui lui incombe.
- 17.9 Pour 1998-1999, les ressources mises à la disposition de la CESAP se répartiraient comme suit :

	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Fonds extra-budgétaires</i>
	<i>(En pourcentage)</i>	
A. Organes directeurs	1,4	—
B. Direction exécutive et administration	2,5	0,2
C. Programme de travail	44,9	94,3
D. Appui aux programmes	51,2	5,5
Total	100,0	100,0

Tableau 17.1

Prévisions de dépenses, par grande rubrique

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

<i>Grande rubrique</i>	<i>1994-1995 Dépenses</i>	<i>1996-1997 Crédits ouverts</i>	<i>Accroissement des ressources</i>		<i>Total avant réévaluation des coûts</i>	<i>Réévaluation des coûts</i>	<i>1998-1999 Crédits demandés</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>			
A. Organes directeurs	692,8	986,5	(40,5)	(4,1)	946,0	72,8	1 018,8
B. Direction exécutive et administration	1 865,5	1 737,6	(54,7)	(3,1)	1 682,9	127,8	1 810,7
C. Programme de travail	26 254,3	29 365,2	1 115,3	3,7	30 480,5	2 481,9	32 962,4
D. Appui aux programmes	29 896,5	35 398,0	(595,5)	(1,6)	34 802,5	2 813,7	37 616,2
Total	58 709,1	67 487,3	424,6	0,6	67 911,9	5 496,2	73 408,1

Tableau 17.1 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds		1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a)	Services d'appui à :	—
	2 264,4	1 912,7	i)	Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii)	Des activités extrabudgétaires	1 783,3
	—	—	b)	Activités de fond	—
	4 742,3	2 609,6	c)	Projets opérationnels :	3 600,0
	2 288,2	1 868,2		PNUD	2 400,0
	440,8	229,0		FNUAP	534,0
	19 516,5	21 348,4		UNIFEM	23 036,5
				Sources bilatérales et autres sources	
Total	29 252,2	27 967,9			31 353,8
Total 1) et 2)	87 961,3	95 455,2			104 761,9

Tableau 17.2

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	49 967,8	57 388,2	39,1	—	57 427,3	4 687,0	62 114,3
Autres dépenses de personnel	688,9	974,6	367,9	37,7	1 342,5	104,2	1 446,7
Consultants et experts	394,3	496,2	40,3	8,1	536,5	41,0	577,5
Voyages	1 055,8	1 124,9	151,9	13,5	1 276,8	98,4	1 375,2
Services contractuels	386,9	571,0	(11,5)	(2,0)	559,5	43,1	602,6
Frais généraux de fonctionnement	4 438,6	4 648,4	58,4	1,2	4 706,8	362,3	5 069,1
Dépenses de représentation	7,3	20,3	—	—	20,3	1,4	21,7
Fournitures et accessoires	674,3	752,9	65,6	8,7	818,5	63,1	881,6
Mobilier et matériel	1 095,2	1 510,8	(287,1)	(19,0)	1 223,7	95,7	1 319,4
Total	58 709,1	67 487,3	424,6	0,6	67 911,9	5 496,2	73 408,1

Tableau 17.2 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Objet de dépense	1998-1999 Montant estimatif
	4 413,2	4 245,8	Postes	3 382,5
	393,5	350,0	Autres dépenses de personnel	2 121,8
	8 477,1	7 647,0	Consultants et experts	7 242,7
	1 380,8	2 057,0	Voyages	4 154,9
	3 223,3	2 422,6	Services contractuels	1 899,5
	1 349,2	1 153,5	Frais généraux de fonctionnement	1 230,3
	223,1	259,0	Fournitures et accessoires	459,4
	274,0	363,0	Mobilier et matériel	206,0
	8 482,4	8 643,0	Subventions et contributions	8 936,8
	1 035,6	827,0	Dépenses diverses	1 719,9
Total	29 252,2	27 967,9		31 353,8
Total 1) et 2)	87 961,3	95 455,2		104 761,9

Tableau 17.3

Postes nécessaires

 Unité administrative : Commission économique et sociale
pour l'Asie et le Pacifique

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	12	11	—	—	—	—	12	11
P-5	27	28	—	—	14	14	41	42
P-4/3	115	101	—	—	15	13	130	114
P-2/1	31	29	—	—	—	—	31	29
Total	187	171	—	—	29	27	216	198
Autres catégories								
Agents locaux	325	296	—	—	49	43	374	339
Service mobile	3	1	—	—	—	—	3	1
Total	328	297	—	—	49	43	377	340
Total général	515	468	—	—	78	70	593	538

A. Organes directeurs

Tableau 17.4

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Autres dépenses de personnel	219,4	433,6	(60,3)	(13,9)	373,3	28,8	402,1
Consultants et experts	—	47,8	(28,3)	(59,2)	19,5	1,4	20,9
Voyages	360,6	371,3	85,3	22,9	456,6	35,1	491,7
Services contractuels	61,1	96,1	(37,2)	(38,7)	58,9	4,7	63,6
Frais généraux de fonctionnement	13,0	1,7	10,1	594,1	11,8	0,9	12,7
Dépenses de représentation	7,3	5,9	—	—	5,9	0,4	6,3
Fournitures et accessoires	31,4	30,1	(10,1)	(33,5)	20,0	1,5	21,5
Total	692,8	986,5	(40,5)	(4,1)	946,0	72,8	1 018,8

- 17.10 La Commission, qui compte 51 pays et territoires membres et 9 pays et territoires membres associés, assure la direction d'ensemble des travaux du secrétariat et rend compte au Conseil économique et social. Elle tient une session annuelle au niveau ministériel. L'appareil intergouvernemental subsidiaire de la Commission comprend trois comités thématiques (le Comité pour la coopération économique régionale, le Comité pour l'environnement et la mise en valeur des ressources naturelles et le Comité d'action socio-économique pour la dépaupérisation rurale et urbaine), deux autres comités (le Comité pour les transports, les communications, le tourisme et le développement infrastructurel, et le Comité de statistique) et deux organes spéciaux (l'Organe spécial des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral et l'Organe spécial des pays insulaires en développement du Pacifique). Sous réserve de l'approbation de la Commission, des conférences ministérielles ad hoc et des réunions intergouvernementales ad hoc pourront également être organisées au cours de l'exercice biennal. En plus des organes subsidiaires de la Commission, un Comité consultatif des représentants permanents et autres représentants désignés par la Commission se réunit une fois par mois pour conseiller et assister le Secrétaire exécutif dans l'exercice de ses fonctions et assurer la liaison entre la Commission et le secrétariat. Les réunions de la Commission, de ses comités et des organes spéciaux se tiennent normalement au Centre de conférence des Nations Unies à Bangkok. Lorsque ces réunions se tiennent ailleurs à l'invitation d'un gouvernement membre, toutes les dépenses supplémentaires qui en résultent sont à la charge du pays hôte.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Autres dépenses de personnel

- 17.11 Un crédit de 373 300 dollars, reflétant une diminution de 60 300 dollars, est demandé au titre du personnel temporaire pour les réunions et servira à couvrir le coût des services d'interprétation et de traduction qui doivent être assurés à l'occasion des sessions annuelles de la Commission ainsi que des réunions des comités, des organes intergouvernementaux et des organes spéciaux, et des conférences ministérielles ad hoc. La diminution enregistrée est due au fait que l'on a réduit le volume de la documentation, comme l'a demandé la Commission, à la simplification des méthodes de travail et à l'amélioration du matériel de traitement de la documentation au sein de la Section des services linguistiques de la CESAP.

Consultants et experts

- 17.12 Un crédit de 19 500 dollars, reflétant une diminution de 28 300 dollars, est demandé pour couvrir le coût des services spécialisés qui seront nécessaires pour l'établissement d'études thématiques spéciales.

Voyages

- 17.13 Un crédit de 456 600 dollars, reflétant une augmentation de 85 300 dollars, est demandé au titre des frais de voyage du personnel des services de conférence détaché de Genève à l'occasion des sessions de la Commission et d'autres réunions organisées sous les auspices de la CESAP. L'augmentation enregistrée tient au fait que la CESAP recourt davantage au personnel des services de conférence du Siège, au lieu de maintenir constamment d'un bout à l'autre de l'année, comme par le passé, du personnel pour les travaux d'édition et de traduction.

Services contractuels

- 17.14 Un crédit de 58 900 dollars, reflétant une diminution de 37 200 dollars, est demandé au titre des services contractuels d'édition nécessaires pendant les périodes de pointe, en particulier pour la documentation de la Commission devant être établie avant la session, pour l'ensemble de la documentation du Comité pour la coopération économique régionale et pour la publication annuelle de l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique*, et des frais d'impression des études thématiques spéciales demandées par la Commission.

Frais généraux de fonctionnement

- 17.15 Calculé sur la base des besoins effectifs, le crédit de 11 800 dollars demandé à cette rubrique est destiné à couvrir le coût de services divers nécessaires pour les sessions annuelles de la Commission.

Dépenses de représentation

- 17.16 Il est proposé de maintenir à 5 900 dollars le montant du crédit nécessaire pour couvrir les dépenses de représentation que l'Organisation est appelée à engager à l'occasion de réceptions officielles organisées à l'intention des délégations et des participants aux sessions annuelles de la Commission.

Fournitures et accessoires

- 17.17 Un crédit de 20 000 dollars, reflétant une diminution de 10 000 dollars, est demandé au titre des fournitures et accessoires nécessaires pour les sessions de la Commission et autres réunions.

B. Direction exécutive et administration

Tableau 17.5

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	1 735,6	1 554,7	(38,8)	(2,4)	1 515,9	114,9	1 630,8
Consultants et experts	—	26,4	(26,4)	(100,0)	—	—	—
Voyages	129,9	156,5	10,5	6,7	167,0	12,9	179,9
Total	1 865,5	1 737,6	(54,7)	(3,1)	1 682,9	127,8	1 810,7

Tableau 17.5 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	45,4	62,4	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	67,3
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	—	c) Projets opérationnels : Sources bilatérales	—
Total	45,4	62,4		67,3
Total 1) et 2)	1 910,9	1 800,0		1 878,0

Tableau 17.6

Postes nécessaires

Programme : Direction exécutive et administration

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	1	1	—	—	—	—	1	1
Total	4	4	—	—	—	—	4	4
Autres catégories								
Agents locaux	7	6	—	—	1	1	8	7
Total	7	6	—	—	1	1	8	7
Total général	11	10	—	—	1	1	12	11

- 17.18 Le Bureau du Secrétaire exécutif assure la direction, la supervision et l'administration d'ensemble du secrétariat et fournit des services fonctionnels et des services d'appui à la Commission et à ses organes subsidiaires; favorise le développement économique et social et encourage la coopération régionale entre ses membres et membres associés dans le cadre de l'exécution de son mandat et de son programme de travail approuvé.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 17.19 Le crédit de 1 515 900 dollars demandé à cette rubrique, qui reflète un accroissement négatif des ressources d'un montant de 38 800 dollars, est destiné à financer les quatre postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et les six postes d'agent local indiqués dans le tableau 17.6. Il est proposé de redéployer un poste d'agent local au sous-programme 6 (Dépaupérisation : développement rural et développement urbain) afin de le renforcer.

Consultants et experts

- 17.20 Il est proposé de ne pas renouveler le crédit de 26 400 dollars précédemment ouvert au titre des consultants.

Voyages

- 17.21 Un crédit de 167 000 dollars, reflétant une augmentation de 10 500 dollars, est demandé au titre des frais de voyage du Secrétaire exécutif et de ses collaborateurs pour leur permettre d'assister à des réunions se tenant dans la région et ailleurs, à des consultations avec des gouvernements, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales, et à des réunions de coordination avec d'autres organismes du système des Nations Unies et, en cas de besoin, de représenter le Secrétaire général.

C. Programme de travail

Tableau 17.7

Prévisions de dépenses, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Sous-Programme	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
1. Coopération économique régionale : commerce et investissements	3 119,7	3 215,0	687,7	21,3	3 902,7	314,7	4 217,4
2. Coopération économique régionale : recherche et analyse des politiques	2 843,8	2 712,5	(49,2)	(1,8)	2 663,3	215,6	2 878,9
3. Coopération économique régionale : industrie et technologie	2 304,1	2 797,2	(157,6)	(5,6)	2 639,6	214,4	2 854,0
4. Environnement et développement durable	5 580,2	6 218,8	(229,8)	(3,6)	5 989,0	489,3	6 478,3
5. Dépaupérisation : développement social	1 954,4	2 208,4	144,2	6,5	2 352,6	192,9	2 545,5
6. Dépaupérisation : développement rural et urbain	2 266,2	2 852,8	188,0	6,5	3 040,8	249,4	3 290,2
7. Dépaupérisation : population et développement	1 470,0	1 641,5	18,5	1,1	1 660,0	134,7	1 794,7
8. Transports et communications	3 581,9	4 069,9	0,7	—	4 070,6	332,2	4 402,8
9. Statistiques	2 432,5	2 462,0	128,5	5,2	2 590,5	211,1	2 801,6
10. Pays les moins avancés, pays sans littoral et pays insulaires en développement	701,5	1 187,1	384,3	32,3	1 571,4	127,6	1 699,0
Total	26 254,3	29 365,2	1 115,3	3,7	30 480,5	2 481,9	32 962,4

Tableau 17.7 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	4 742,3	2 609,6	c) Projets opérationnels :	3 600,0
	2 288,2	1 868,2	PNUD	2 400,0
	440,8	229,0	FNUAP	534,0
	19 516,5	21 348,4	UNIFEM	23 036,5
			Sources bilatérales et autres sources	
Total	26 987,8	26 055,2		29 570,5
Total 1) et 2)	53 242,1	55 420,4		62 532,9

Tableau 17.8

Postes nécessaires

Programme de travail

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	10	9	—	—	—	—	10	9
P-5	19	20	—	—	13	13	32	33
P-4/3	71	61	—	—	13	11	84	72
P-2/1	21	20	—	—	—	—	21	20
Total	121	110	—	—	26	24	147	134
Autres catégories								
Agents locaux	89	83	—	—	33	27	122	110
Total	89	83	—	—	33	27	122	110
Total général	210	193	—	—	59	51	269	244

17.22 Les ressources se répartiraient comme suit entre les sous-programmes :

	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Fonds extra- budgétaires</i>
	<i>(En pourcentage)</i>	
Sous-programme 1		
Coopération économique régionale : commerce et investissements	12,8	14,9
Sous-programme 2		
Coopération économique régionale : recherche et analyse des politiques	8,7	3,2
Sous-programme 3		
Coopération économique régionale : industrie et technologie	8,6	4,8
Sous-programme 4		
Environnement et développement durable	19,7	21,9
Sous-programme 5		
Dépaupérisation : développement social	7,7	11,8
Sous-programme 6		
Dépaupérisation : développement rural et urbain	10,0	10,3
Sous-programme 7		
Dépaupérisation : population et développement	5,4	7,0
Sous-programme 8		
Transports et communications	13,4	15,8
Sous-programme 9		
Statistiques	8,5	7,7
Sous-programme 10		
Pays les moins avancés, pays sans littoral et pays insulaires en développement	5,2	2,6
Total	100,0	100,0

Sous-programme 1
Coopération économique régionale :
commerce et investissements

Tableau 17.9

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

<i>Objet de dépense</i>	<i>1994-1995 Dépenses</i>	<i>1996-1997 Crédits ouverts</i>	<i>Accroissement des ressources</i>		<i>Total avant réévaluation des coûts</i>	<i>Rééva- luation des coûts</i>	<i>1998-1999 Crédits demandés</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pour- centage</i>			
Postes	3 038,8	3 148,3	508,6	16,1	3 656,9	295,6	3 952,5
Consultants et experts	37,9	24,3	112,3	462,1	136,6	10,6	147,2
Voyages	36,9	34,3	69,1	201,4	103,4	8,0	111,4
Services contractuels	6,1	8,1	(2,3)	(28,3)	5,8	0,5	6,3
Total	3 119,7	3 215,0	687,7	21,3	3 902,7	314,7	4 217,4

Tableau 17.9 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
			b) Activités de fond	—
	1 091,1	375,0	c) Projets opérationnels :	1 200,0
	2 195,1	2 922,0	PNUD	3 212,3
			Sources bilatérales et autres sources	
Total	3 286,2	3 297,0		4 412,3
Total 1) et 2)	6 405,9	6 512,0		8 629,7

Tableau 17.10

Postes nécessaires

Programme : Coopération économique régionale :
commerce et investissements

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	3	—	—	3	3	5	6
P-4/3	9	8	—	—	1	1	10	9
P-2/1	2	2	—	—	—	—	2	2
Total	14	14	—	—	4	4	18	18
Autres catégories								
Agents locaux	10	11	—	—	4	4	14	15
Total	10	11	—	—	4	4	14	15
Total général	24	25	—	—	8	8	32	33

17.23 Les activités relevant de ce sous-programme seront exécutées par la Division du commerce international et de la coopération économique sous la direction du Comité pour la coopération économique régionale.

17.24 Les activités seront surtout axées sur la mise en oeuvre du Programme d'action pour la coopération économique régionale dans le domaine du commerce et des investissements. On réalisera des analyses de politiques afin d'identifier les grands problèmes et les possibilités qui se font jour dans la région, compte tenu des faits nouveaux intervenus aux niveaux régional et mondial. La diffusion des résultats de recherche et la fourniture d'une assistance technique et de services consultatifs faciliteront l'échange des données d'expérience et des savoir faire. On continuera de mettre l'accent sur les divers aspect de la mise en oeuvre des accords du Cycle d'Uruguay et leurs incidences sur la région. On s'efforcera aussi particulièrement de promouvoir la coopération régionale afin de renforcer l'efficacité commerciale et le commerce électronique et d'encourager les exportations des pays en développement en prêtant une attention particulière aux produits de base, aux textiles et aux exportations des petites et moyennes entreprises. Dans ce contexte, on

s'attachera surtout aux besoins des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires en développement ainsi que des pays en transition défavorisés. Plus concrètement, les activités viseront à aider : les pays les moins avancés à harmoniser leurs engagements en matière de libéralisation du commerce avec leurs priorités nationales et à réaliser pleinement leur potentiel d'exportation dans les domaines où ils bénéficient d'un avantage comparatif; les pays insulaires en développement du Pacifique à diversifier leurs relations économiques et commerciales; les pays en transition défavorisés, en particulier ceux de la Communauté d'États indépendants, à relancer leurs échanges intrarégionaux et à s'intégrer à l'économie régionale. Les activités proposées visent en outre à renforcer les capacités institutionnelles et à consolider les réseaux institutionnels qui viennent appuyer les courants commerciaux et les flux d'investissements. De plus, des activités seront menées en vue d'encourager les flux de capitaux privés destinés aux investissements à vocation commerciale, y compris par le développement des marchés financiers. On encouragera la coopération entre pays afin de promouvoir le développement des marchés financiers dans les pays en développement de la région, y compris les pays en transition. Des activités répondront également à la nécessité de renforcer les services régionaux d'information en matière de commerce et d'investissement, et de promouvoir la coopération intra et interrégionale en vue d'accroître les courants commerciaux et les flux d'investissements.

Activités

17.25 Au cours de l'exercice biennal 1998-1999, on entreprendra les activités suivantes :

- a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux et des organes experts*
 - i) *Services fonctionnels nécessaires pour les réunions.* Douze séances plénières de la Commission et 4 séances de comités; 6 séances plénières du Comité pour la coopération économique régionale et 12 séances plénières de son Groupe directeur; 8 séances plénières de la Réunion consultative des chefs de secrétariat des organisations sous-régionales et de la CESAP; et 12 séances plénières du Comité permanent de l'Accord de Bangkok;
 - ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants*
 - a. *Commission.* Un rapport du Comité pour la coopération économique régionale, un rapport de son Groupe directeur et deux rapports sur les questions de commerce et d'investissements;
 - b. *Comité pour la coopération économique régionale.* Un rapport sur les questions de commerce et d'investissements et un rapport de son Groupe directeur;
 - c. *Groupe directeur du Comité pour la coopération économique régionale.* Deux rapports sur les questions de commerce et d'investissements;
 - d. *Réunion consultative des chefs de secrétariat des organisations sous-régionales et de la CESAP.* Deux rapports sur les questions de promotion de la coopération entre sous-régions;
 - e. *Comité permanent de l'Accord de Bangkok.* Deux rapports sur l'évolution de la situation en matière de commerce et d'investissements dans la région de l'Asie et du Pacifique;
 - iii) *Trois réunions de groupes d'experts* sur les questions institutionnelles liées à la facilitation du commerce et au commerce électronique, la mise en réseau sur le plan régional de l'information en matière de commerce et d'investissements, et les questions relatives aux produits de base;
- b) *Autres activités de fonds (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Publications périodiques.* Vingt-quatre numéros du *TISNET Trade and Investment Information Bulletin*; *Directory of Trade and Investment Related Organizations of Developing Countries in Asia and the Pacific*, neuvième édition; deux numéros de la *Trade Review of the Bangkok Agreement*;

- ii) *Publications non périodiques*. Six numéros des manuels et guides du négociant pour l'Asie et le Pacifique et 11 séries de monographies sur les études relatives au commerce et aux investissements;
 - iii) *Supports électroniques, audio et vidéo*. Page d'accueil de la CESAP sur l'échange d'informations relatives à la facilitation du commerce (TraFIX sur le World Wide Web);
 - iv) *Pochettes d'information*. Supports d'information sur les questions de promotion du commerce et de politique commerciale ainsi que sur la Foire commerciale internationale de l'Asie et du Pacifique, ASPAT 1998 et ASPAT 1999;
 - v) *Supports techniques*. Deux supports de formation sur les questions de commerce électronique intéressant plus particulièrement les PME dans l'optique de la facilitation du commerce international dans la région; information technique en réponse aux demandes des secteurs public et privé et des organisations non gouvernementales; et un jeu de supports de formation sur la Centrale d'information Asie-Pacifique;
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*. Collaboration avec des organisations intergouvernementales, notamment l'OMC, l'Union asiatique de compensation (UAC), la Banque asiatique de développement (BASD), la Société asiatique de réassurance (SAR), l'ANASE, l'Organisation de coopération économique (OCE), le Secrétariat du Forum du Pacifique Sud, l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) et la Commission du Pacifique Sud (CPS), ainsi que des organisations non gouvernementales; organisation annuelle et service du Sous-Comité pour le commerce et les investissements du Comité interinstitutions régional pour l'Asie et le Pacifique; collaboration avec les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, notamment la FAO, la BIRD, la SFI, le FMI, le CCI, la CNUCED, le PNUD et l'ONUDI pour les questions relatives au commerce et aux investissements; collaboration avec les commissions régionales dans les domaines du commerce et des investissements en vue de développer les liaisons interrégionales et de promouvoir l'échange d'informations et la coopération; appui technique et fonctionnel au réseau CESAP des organismes de facilitation du commerce; et appui technique et fonctionnel aux accords régionaux de produits;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) *Services consultatifs*. Deux missions consultatives ayant pour but de renforcer les réseaux d'information en matière de commerce et d'investissement : infrastructure et gestion; et 18 missions consultatives de promotion des possibilités d'investissement, y compris par le développement des marchés financiers;
 - ii) *Formation de groupe (séminaires, ateliers et colloques)*. Sept séminaires, ateliers et colloques régionaux sur les problèmes liés aux accords du Cycle d'Uruguay, en particulier sur une assistance en vue de l'adhésion à l'OMC des membres qui n'en font pas encore partie; six séminaires régionaux sur la promotion des exportations des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires en développement ainsi que des pays en transition; un séminaire régional sur la promotion du commerce des produits de base s'appuyant sur les mécanismes du marché; quatre ateliers régionaux sur le renforcement des réseaux d'information en matière de commerce et d'investissement : infrastructure et gestion; deux ateliers régionaux et nationaux sur le renforcement de la coopération régionale en matière de facilitation du commerce et de commerce électronique; trois séminaires régionaux sur la promotion de la CEPD-CTPD et de la coopération tripartite en matière de commerce et d'investissement; un séminaire régional sur le développement de marchés boursiers; trois séminaires sur le renforcement de la coopération à l'intérieur des sous-régions et des liaisons entre sous-régions en matière de commerce et d'investissement; trois séminaires et ateliers régionaux sur le renforcement de la compétitivité internationale des PME à vocation exportatrice grâce à la promotion des politiques de développement durable; un séminaire interrégional sur la promotion de la coopération économique entre États côtiers de la baie du Bengale dans le cadre de l'élargissement de la coopération dans le bassin de l'océan Indien; un séminaire régional sur les

questions d'accès aux marchés dans le contexte d'arrangements commerciaux spéciaux et de l'OMC; six ateliers sur le renforcement des capacités institutionnelles nationales et des réseaux régionaux à l'appui des courants commerciaux et des flux d'investissement; et deux séminaires et colloques sur la promotion de la coopération interrégionale pour les questions liées au contexte régional et mondial des échanges commerciaux et des investissements.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 17.26 Les ressources prévues (3 656 900 dollars) permettront de financer 14 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 11 postes d'agent local, comme indiqué au tableau 17.10 plus haut. Les effectifs indiqués tiennent compte du transfert de la CNUCED (chap. 11A) à ce sous-programme de deux postes d'administrateur (1 P-5 et 1 P-3) et d'un poste d'agent local et de la suppression proposée de deux postes d'administrateur (1 P-4 et 1 P-3, ce dernier poste devant être supprimé à compter du 1er janvier 1999). Ces postes ne sont pas nécessaires pour exécuter le programme du fait de l'amélioration des méthodes de travail. L'augmentation de 508 600 dollars correspond à l'effet combiné du transfert et de la suppression des postes en question et à l'application de nouveaux taux standard de vacance de postes.

Consultants et experts

- 17.27 Les ressources prévues (136 600 dollars) se décomposent comme suit : a) 98 700 dollars pour des services de consultants spécialisés dont le Secrétariat ne dispose pas aux fins de l'élaboration de documents et de supports électroniques sur les thèmes suivants : la coopération économique régionale, l'Accord de Bangkok, la promotion de la coopération entre sous-régions, les questions institutionnelles liées à la facilitation du commerce et au commerce électronique, les questions relatives aux produits de base, la bourse d'informations relatives à la facilitation du commerce (TraFIX) sur le World Wide Web et la promotion des possibilités d'investissement, y compris par le développement des marchés financiers; et b) 37 900 dollars pour couvrir le coût de trois réunions d'experts sur les questions institutionnelles liées à la facilitation du commerce et au commerce électronique, la mise en réseau sur le plan régional de l'information en matière de commerce et d'investissement, et les questions relatives aux produits de base, comme indiqué au paragraphe 17.25 a) iii) ci-dessus. L'augmentation de 112 300 dollars est due au transfert de ressources au titre des consultants détachés auprès du Service commun sur les sociétés transnationales CNUCED/CESAP (58 700 dollars) et à l'augmentation des ressources nécessaires pour les services de consultants spécialisés dont le Secrétariat ne dispose pas (29 700 dollars) et pour les réunions de groupes d'experts (23 900 dollars).

Voyages

- 17.28 Les ressources prévues (103 400 dollars) doivent couvrir le coût des voyages effectués aux fins suivantes : a) participation à des consultations sur les questions relatives au programme de travail et à des réunions des organes pertinents de l'ONU et d'autres organisations concernant le commerce et les investissements, y compris aux fins de la représentation à des réunions de l'OMC, du CCI, de la CNUCED et de la CEE; b) service des réunions consultatives annuelles des chefs de secrétariat des organisations sous-régionales et de la CESAP et des réunions d'organismes régionaux de produits; et c) fourniture de services consultatifs sur la promotion des possibilités d'investissement, y compris par le développement des marchés financiers. L'augmentation de 69 100 dollars comprend 46 700 dollars transférés du Service commun CNUCED/CESAP et 22 400 dollars qui sont nécessaires pour répondre à l'augmentation des activités.

Services contractuels

- 17.29 Un montant de 5 800 dollars est demandé pour financer l'impression de la neuvième édition du *Directory of Trade and Investment Related Organizations of Developing Countries in Asia and the Pacific*.

Sous-programme 2

Coopération économique régionale : recherche et analyse des politiques

Tableau 17.11

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	2 683,9	2 534,6	(56,2)	(2,2)	2 478,4	201,5	2 679,9
Autres dépenses de personnel	—	—	18,1	—	18,1	1,5	19,6
Consultants et experts	64,6	59,8	(3,0)	(5,0)	56,8	4,3	61,1
Voyages	45,5	55,8	(4,4)	(7,8)	51,4	3,9	55,3
Services contractuels	49,8	62,3	(3,7)	(5,9)	58,6	4,4	63,0
Total	2 843,8	2 712,5	(49,2)	(1,8)	2 663,3	215,6	2 878,9

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999
				Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	709,5	1 044,8	c) Projets opérationnels :	943,9
			Sources bilatérales et autres	
Total	709,5	1 044,8		943,9
Total 1) et 2)	3 553,3	3 757,3		3 822,8

Tableau 17.12

Postes nécessaires

*Programme : Coopération économique régionale :
recherche et analyse des politiques*

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	2	—	—	—	—	2	2
P-4/3	5	4	—	—	—	—	5	4
P-2/1	2	1	—	—	—	—	2	1
Total	10	8	—	—	—	—	10	8
Autres catégories								
Agents locaux	10	9	—	—	1	1	11	10
Total	10	9	—	—	1	1	11	10
Total général	20	17	—	—	1	1	21	18

- 17.30 Le sous-programme 2 sera exécuté par la Division de la recherche développementale et de l'analyse des politiques de développement, sous la direction du Comité de coopération économique régionale, du Comité de l'environnement et de la mise en valeur des ressources naturelles et du Comité d'action socio-économique pour la dépaupérisation rurale et urbaine.
- 17.31 Le sous-programme a pour principaux objectifs de se faire une idée plus exacte de l'état du développement économique et social dans la région et d'aider les décideurs nationaux à mieux appréhender et analyser les obstacles au maintien de la croissance économique, à la dépaupérisation et à la prise en compte de l'environnement dans les décisions et politiques générales macro-économiques. On traitera en particulier les problèmes d'intégration des économies défavorisées de la région (économies en transition notamment) au mouvement économique régional d'ensemble.
- 17.32 La Division fournira des services fonctionnels et de documentation à la Commission et aux trois comités mentionnés plus haut. Outre ses travaux de recherche et d'analyse, elle mettra au point des activités d'assistance technique qui seront exécutées de manière à traduire en action le fort désir de coopération mutuelle manifesté par les pays de la région touchant l'échange de données d'expérience sur les pratiques et politiques applicables aux questions d'intérêt commun.

Activités

- 17.33 Les activités ci-après seront entreprises au cours de l'exercice biennal 1998-1999 :
- a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux et des organes d'experts*
 - i) *Services fonctionnels nécessaires pour les réunions.* Douze séances plénières de la Commission et 4 séances de comités; 2 séances plénières du Comité de la coopération économique régionale; 2 séances plénières du Comité de l'environnement et de la mise en valeur des ressources naturelles; 2 séances plénières du Comité d'action socio-économique pour la dépaupérisation rurale et urbaine;

- ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants*
 - a. *Commission*. Deux rapports sur la situation économique et les questions de politique générale;
 - b. *Comité de la coopération économique régionale*. Rapport sur l'évolution, les questions et les politiques macro-économiques;
 - c. *Comité de l'environnement et de la mise en valeur des ressources naturelles*. Rapport sur la prise en compte de l'environnement dans les décisions économiques;
 - d. *Comité d'action socio-économique pour la dépaupérisation rurale et urbaine*. Rapport sur la croissance économique, la répartition du revenu et la pauvreté;
- iii) *Réunions de groupes d'experts*. Deux réunions de groupes d'experts sur les questions et politiques de développement;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Publications périodiques*. *Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique* (deux numéros); *Asia-Pacific Development Journal* (publication semestrielle); *Development Papers* (publication annuelle);
 - ii) *Publications non périodiques*. Prise en compte de l'environnement dans les décisions économiques; gouvernance économique; aspects macro-économiques du renforcement de la collaboration et de la coopération entre les économies en développement de la région, eu égard en particulier aux économies en transition; croissance économique, répartition du revenu et pauvreté;
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*. Collaboration avec la CNUCED, le Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, le Département de la coordination des politiques et du développement durable, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement en ce qui concerne les questions et politiques de développement; collaboration et liaison avec les comités interinstitutions et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales de la région s'intéressant aux questions, stratégies et politiques de développement économique et à la prise en compte de l'environnement dans les décisions économiques;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Services consultatifs*. Deux missions consultatives sur la modélisation et la simulation des modèles macro-économiques, sur les réformes macro-économiques et l'application de politiques administratives dans les économies en transition, et sur la prise en compte de l'environnement dans les décisions économiques;
 - ii) *Formation de groupe (séminaires, ateliers et colloques)*. Trois séminaires portant sur les thèmes suivants : gouvernance économique; prise en compte de l'environnement dans les décisions économiques; croissance économique, répartition du revenu et pauvreté. Atelier sur les aspects macro-économiques et du renforcement de la collaboration et de la coopération entre les économies en transition.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 17.34 Le montant prévu (2 478 400 dollars) permettra de financer les huit postes d'administrateur ou fonctionnaire de rang supérieur et les neuf postes d'agent local mentionnés dans le tableau 17.12. Les effectifs prévus pour exécuter le programme de travail exposé au paragraphe 17.33 ci-dessus tiennent compte du transfert d'un poste P-2 au sous-programme 10 (Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et pays insulaires en développement) et de la suppression le 1er janvier 1999 d'un poste P-3

et d'un poste d'agent local. La diminution de 56 200 dollars est la résultante de ces suppressions et transfert de postes et de l'application des nouveaux taux standard de vacance de postes.

Autres dépenses de personnel

- 17.35 Un montant de 18 100 dollars est demandé pour s'assurer, en cas de besoin, le concours d'employés de bureau.

Consultants et experts

- 17.36 Le montant demandé (56 800 dollars), soit une réduction de 3 000 dollars, se décompose comme suit : a) 39 100 dollars pour les services de consultants nécessaires pour établir des monographies par pays et des études sur des sujets devant faire l'objet d'un article dans la publication annuelle *Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique* mentionnée au paragraphe 17.33 b) i); et b) 17 700 dollars pour les deux réunions de groupes spéciaux d'experts qui seront consacrées aux problèmes et politiques de développement, comme indiqué au paragraphe 17.33 a) iii).

Voyages

- 17.37 Un montant de 51 400 dollars, en diminution de 4 400 dollars, est demandé pour financer les frais de voyage du personnel qui participera aux réunions d'organismes des Nations Unies, tels que le Comité de la planification du développement, ou à des consultations avec le Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, ou qui sera chargé de réunir des données sur les pays et de tenir des consultations avec les représentants des pouvoirs publics de pays de la région au sujet de problèmes et politiques de développement, ou avec d'autres organisations.

Services contractuels

- 17.38 Les ressources prévues (58 600 dollars, soit une diminution de 3 700 dollars), serviront à financer l'impression des publications suivantes : *Étude économique et sociale de l'Asie et du Pacifique*, *Asia-Pacific Development Journal* et *Development Papers*.

**Sous-programme 3
Coopération économique régionale :
industrie et technologie**

Tableau 17.13

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	2 224,0	2 668,7	(145,5)	(5,4)	2 523,2	205,5	2 728,7
Consultants et experts	37,8	67,8	(1,3)	(1,9)	66,5	5,1	71,6
Voyages	38,5	44,7	(10,4)	(23,2)	34,3	2,6	36,9
Services contractuels	3,8	16,0	(0,4)	(2,5)	15,6	1,2	16,8
Total	2 304,1	2 797,2	(157,6)	(5,6)	2 639,6	214,4	2 854,0

Tableau 17.13 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	1 599,8	1 883,2	c) Projets opérationnels :	1 434,4
			Sources bilatérales et autres	
Total	1 599,8	1 883,2		1 434,4
Total 1) et 2)	3 903,9	4 680,4		4 288,4

Tableau 17.14

Postes nécessaires

Programme : Coopération économique régionale : industrie et technologie

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	3	3	4	4
P-4/3	7	6	—	—	—	—	7	6
P-2/1	2	1	—	—	—	—	2	1
Total	11	9	—	—	3	3	14	12
Autres catégories								
Agents locaux	9	9	—	—	1	1	10	10
Total	9	9	—	—	1	1	10	10
Total général	20	18	—	—	4	4	24	22

17.39 Le sous-programme 3 sera exécuté par la Division de l'industrie et de la technologie, sous la direction du Comité pour la coopération économique régionale.

17.40 Les activités inscrites à ce sous-programme consisteront à aider les pays de la région à formuler des politiques en vue d'un développement industriel et technologique accéléré. Une assistance leur sera donnée pour renforcer les capacités nationales, en particulier dans les domaines suivants : courants de capitaux — à l'intention des petites et moyennes entreprises (PME) notamment —, participation des femmes aux activités manufacturières, mise en place d'une infrastructure industrielle et technologique, accès aux technologies nouvelles et émergentes. En outre, le secteur privé sera encouragé à participer davantage à la mise en valeur des ressources humaines, l'accent étant mis sur l'acquisition et l'amélioration des qualifications industrielles et technologiques, sur les investissements internes et les investissements étrangers directs et sur la formulation et l'examen des politiques. On fournira une assistance pour renforcer les capacités d'action des institutions nationales en matière de choix, de transfert, d'adaptation et d'exploitation des technologies moyennant recours à des cadres directifs et des mécanismes institutionnels facilitateurs. On poussera à utiliser et développer les écotecnologies dans le secteur industriel. Les activités envisagées

visent en outre à aider les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires en développement ainsi que les économies en transition défavorisées à renforcer leurs capacités nationales d'élaboration de mesures de politique générale et de programmes d'assistance technique appropriés dans l'optique du développement industriel et technologique, de manière à intégrer ces pays et économies au mouvement général de développement économique de la région.

Activités

17.41 Les activités ci-après seront entreprises au cours de l'exercice biennal 1998-1999 :

- a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux et des organes d'experts*
 - i) *Services fonctionnels nécessaires pour les réunions.* Douze séances plénières de la Commission et 4 séances de comités; 6 séances plénières du Comité de la coopération économique régionale; 12 séances plénières du Groupe directeur du Comité;
 - ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants*
 - a. *Commission.* Deux rapports sur des questions concernant l'industrie et la technologie;
 - b. *Comité de coopération économique régionale.* Un rapport sur des questions concernant l'industrie et la technologie;
 - c. *Groupe directeur du Comité de coopération économique régionale.* Deux rapports sur des questions concernant l'industrie et la technologie;
 - iii) *Réunions de groupes spéciaux d'experts.* Deux réunions de groupes spéciaux d'experts consacrées l'une aux complémentarités et à la coopération tripartite, l'autre à l'élaboration et l'utilisation d'indicateurs scientifiques et techniques dans les pays en développement de la région de la CESAP;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Publications périodiques.* Deux numéros de *Industrial and Technological Development News for Asia and the Pacific* et *Small Industry Bulletin for Asia and the Pacific* et *Small Industry Bulletin for Asia and the Pacific*;
 - ii) *Publications non périodiques.* Technologies nouvelles pouvant accroître la compétitivité des PME du secteur manufacturier; étude sur l'emploi et la mise au point d'écotechnologies par les PME; promotion de la coopération régionale en vue d'exploiter les complémentarités industrielles dans le cadre de la coopération tripartite; analyse prospective des problèmes et possibilité en matière de restructuration et de développement industriels; mesures concertées pour le développement du secteur privé, les privatisations et le développement des entreprises; étude sur l'application des normes de la série ISO 14000; les petites et moyennes industries (PMI) en tant que vecteur de compétitivité internationale; moyens nouveaux d'assurer une participation durable des femmes au développement industriel; promotion des courants d'investissement inter et intrarégionaux dans l'industrie; incidences des accords régionaux et mondiaux sur le développement technologique et les transferts de technologie; analyse des problèmes nouveaux liés au développement technologique, compte tenu en particulier de la mondialisation de l'économie; étude sur le renforcement du rôle des PME dans la dépaupérisation des zones rurales; besoins de formation à satisfaire pour faire face à la concurrence industrielle et technologique.
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*

Collaboration avec les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, en particulier la CNUCED, l'OMC, l'ONUDI, l'OIT, etc.; organisation et service des réunions du Sous-Comité CIRAP pour l'industrie et la technologie; appui technique et fonctionnel au Centre de l'Asie et du Pacifique pour les transferts de technologie;

- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) *Services consultatifs.* Deux missions consultatives dans chacun des domaines suivants : élaboration de politiques visant à promouvoir les transferts de technologie et le développement du potentiel technologique; renforcement des qualifications industrielles et technologiques; transfert d'écotechnologies; exploitation des complémentarités industrielles naissantes; promotion des courants de capitaux et d'investissements privés intra et interrégionaux à l'appui du développement industriel; développement de PME compétitives.
 - ii) *Formation de groupe (séminaires, ateliers et colloques) :*
 - a. Trois ateliers régionaux/sous-régionaux sur les technologies nouvelles pouvant accroître la compétitivité des PME du secteur manufacturier et sur les transferts d'écotechnologies;
 - b. Deux ateliers, l'un sur la coopération régionale en vue d'assurer une participation durable des femmes aux industries manufacturières, l'autre sur la coopération régionale aux fins du développement du secteur privé et des privatisations dans le secteur industriel;
 - c. Ateliers nationaux visant à promouvoir les investissements étrangers directs dans l'industrie;
 - d. Nouveaux modes de promotion des complémentarités industrielles et mise au point de plans de coopération tripartite;
 - e. Réunion du réseau des commissions pour les investissements et des chambres de commerce et d'industrie, chargé de la promotion du développement industriel et des relocalisations;
 - f. Deux ateliers de formation sur l'élaboration, l'examen préalable et l'évaluation de projets d'investissement industriel dans les pays en transition, les pays les moins avancés et les pays sans littoral;
 - g. Coopération régionale en vue de l'adoption des normes de la série ISO 14000;
 - h. Deux ateliers concernant, le premier les incidences des accords régionaux et mondiaux sur le développement technologique et les transferts de technologie, le second sur le renforcement des capacités nationales en matière de transfert et de gestion des technologies, de services consultatifs, de contrôle normatif et métrologique et de contrôle de la qualité;
 - i. Réunion sur la coopération dans le domaine de l'utilisation des technologies en vue du développement de certaines industries (agro-industries et industries apparentées en particulier);
 - j. Atelier régional/sous-régional sur le renforcement du rôle des PME dans la dépaupérisation des zones rurales, dans le contexte d'une économie libéralisée;
 - k. Réunion du Forum régional pour la concertation des politiques en matière de développement et de restructuration industriels.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 17.42 Le montant indiqué (2 523 200 dollars) servira à financer les neuf postes d'administrateur ou fonctionnaire de rang supérieur et les neuf postes d'agent local figureront dans le tableau 17.14. Les effectifs prévus pour exécuter le programme de travail décrit au paragraphe 17.41 tiennent compte de la suppression d'un poste P-4 le 1er janvier 1998 et d'un poste P-2 le 1er janvier 1999. La diminution de 145 500 dollars est le résultat de la suppression de ces postes et de l'application des nouveaux taux standard de vacance de postes.

Consultants et experts

- 17.43 Le montant demandé (66 500 dollars) se décompose comme suit : a) 34 200 dollars pour s'assurer les services de consultants possédant les connaissances spécialisées nécessaires à l'élaboration d'études et

documents sur les thèmes suivants : technologies nouvelles pouvant accroître la compétitivité des PME du secteur manufacturier; promotion de la coopération régionale en vue d'exploiter les complémentarités industrielles dans le cadre de la coopération tripartite; moyens nouveaux d'assurer une participation durable des femmes au développement industriel; coopération aux fins du développement du secteur privé, des privatisations et du développement des entreprises; étude sur l'application des normes de la série ISO 14000; incidence des accords régionaux et mondiaux sur le développement technologique et les transferts de technologie; b) 32 300 dollars pour deux réunions de groupes spéciaux d'experts consacrées l'une aux complémentarités industrielles et à la coopération tripartite, l'autre à l'élaboration et à l'utilisation dans les pays en développement de la région de la CESAP d'indicateurs scientifiques et techniques.

Voyages

- 17.44 Le montant prévu (34 300 dollars) servira à financer les frais de voyage des fonctionnaires qui participeront à la quatrième session de la Commission de la science et de la technique (1999) ou qui devront se déplacer pour les activités suivantes : services consultatifs et consultations sur la science et la technique avec des gouvernements et des institutions nationales, collecte de données sur l'utilisation et la mise au point d'écotecnologies par les PME; promotion de la coopération régionale en vue d'exploiter les complémentarités industrielles dans le cadre de la coopération tripartite; application des normes de la série ISO 14000; besoins de formation à satisfaire pour faire face à la concurrence industrielle et technologique; élaboration de politiques visant à promouvoir les transferts de technologie et le développement du potentiel technologique. Une réduction de 10 400 dollars est proposée au vu des dépenses effectives de l'exercice en cours.

Services contractuels

- 17.45 Un montant de 15 600 dollars est demandé pour financer l'impression des publications intitulées *Industrial and Technological Development News for Asia and the Pacific* et *Small Industry Bulletin for Asia and the Pacific*.

Sous-programme 4 Environnement et développement durable

Tableau 17.15

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	5 370,0	5 963,5	(256,1)	(4,2)	5 707,4	467,1	6 174,5
Autres dépenses de personnel	—	—	36,2	—	36,2	3,0	39,2
Consultants et experts	65,3	86,5	11,6	13,4	98,1	7,7	105,8
Voyages	64,1	98,2	(18,7)	(19,0)	79,5	6,2	85,7
Services contractuels	80,8	70,6	(2,8)	(3,9)	67,8	5,3	73,1
Total	5 580,2	6 218,8	(229,8)	(3,6)	5 989,0	489,3	6 478,3

Tableau 17.15 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	2 568,8	1 634,6	c) Projets opérationnels :	1 200,0
	3 195,9	3 347,2	PNUD	5 277,1
			Sources bilatérales et autres	
Total	5 764,7	4 981,8		6 477,1
Total 1) et 2)	11 344,9	11 200,6		12 955,4

Tableau 17.16

Postes nécessaires

Programme : Environnement et développement durable

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	5	4	—	—	1	1	6	5
P-4/3	15	13	—	—	2	2	17	15
P-2/1	5	5	—	—	—	—	5	5
Total	26	23	—	—	3	3	29	26
Autres catégories								
Agents locaux	16	14	—	—	7	7	23	21
Total	16	14	—	—	7	7	23	21
Total général	42	37	—	—	10	10	52	47

17.46 Les activités de ce sous-programme seront exécutées par la Division de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles sous la direction du Comité de l'environnement et de la mise en valeur des ressources naturelles. L'objectif principal est de renforcer les capacités nationales en matière de développement écologiquement rationnel et durable, en mettant l'accent sur l'intégration des politiques relatives à l'environnement et au développement, ainsi que sur la mise en valeur et la gestion durables des ressources naturelles.

17.47 Les principales activités menées dans le cadre du volet du programme de travail relatif à l'environnement auront trait à la mise en oeuvre, à l'examen et au suivi du Programme d'action régional 1996-2000 pour un développement écologiquement rationnel et durable, des recommandations figurant dans Action 21 et des décisions de la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée à l'application des décisions de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. L'examen de l'application des conventions internationales pertinentes au niveau régional, le renforcement de la coopération régionale et sous-régionale et le recensement des nouvelles questions qui se posent en matière

d'environnement constitueront les grands domaines d'activité. L'accent sera mis sur les problèmes actuels ou émergents relatifs à l'environnement, les options énergétiques (notamment en ce qui concerne l'approvisionnement des zones rurales), la planification et la gestion des réseaux énergétiques, l'utilisation rationnelle de l'énergie et les économies d'énergie. Les activités prévues comprennent des études analytiques et des recherches axées sur des problèmes particuliers, des services consultatifs et des formations de groupe. Les activités menées dans le secteur des ressources minérales auront pour objectif principal d'améliorer l'élaboration des politiques et des stratégies de mise en valeur durable des terres et des ressources minérales (promotion des investissements, application de la géologie en matière d'utilisation des terres et d'urbanisme, intégration des politiques relatives au milieu marin et évaluation et mise en valeur des ressources marines autres que biologiques). Dans le domaine des ressources en eau, les activités seront axées sur la mise en valeur et la gestion intégrées de ces ressources, leur protection, leur qualité et la prévention des catastrophes naturelles dues à l'eau, conformément au programme d'action pour le développement durable figurant dans l'Action 21. Les activités relatives aux applications des techniques spatiales auront pour but de parvenir à une stratégie régionale efficace et pragmatique pour la mise en oeuvre de la Déclaration de Beijing sur les applications des techniques spatiales au développement écologiquement rationnel et durable en Asie et dans le Pacifique, de la Stratégie pour la coopération régionale en matière d'applications des techniques spatiales au développement durable, du Plan d'action pour les applications des techniques spatiales au développement durable en Asie et dans le Pacifique et du Programme régional pour les applications des techniques spatiales au développement écologiquement rationnel et durable en Asie et dans le Pacifique. L'accent sera mis sur les applications technologiques qui pourraient permettre de résoudre, à l'approche du XXI^e siècle, les problèmes qui se posent en matière de gestion des ressources naturelles et de l'environnement, de surveillance des catastrophes naturelles et de planification du développement durable.

- 17.48 Au cours de l'exercice biennal, on préparera la deuxième Conférence ministérielle sur les applications des techniques spatiales au développement durable en Asie et dans le Pacifique prévue pour 1999, la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement prévue pour l'an 2000 et la publication du rapport intitulé *State of the Environment in Asia and the Pacific*, à paraître en l'an 2000.

Activités

- 17.49 Les activités suivantes seront menées au cours de l'exercice biennal 1998-1999 :
- a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux et des organes d'experts*
 - i) *Services fonctionnels nécessaires pour les réunions.* Commission : 12 séances plénières et 4 séances en comité; Comité de l'environnement et de la mise en valeur des ressources naturelles : 12 séances plénières; Conférence ministérielle sur les applications des techniques spatiales au développement durable en Asie et dans le Pacifique : 12 séances plénières; Comité consultatif intergouvernemental sur le Programme régional pour les applications des techniques spatiales au développement durable : 8 séances plénières;
 - ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants*
 - a. *Commission.* Un rapport sur la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence ministérielle de 1995 sur l'environnement et le développement et des décisions adoptées à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale; un rapport sur les préparatifs de la Conférence ministérielle sur les applications des techniques spatiales au développement durable en Asie et dans le Pacifique; un rapport du Comité de l'environnement et de la mise en valeur des ressources naturelles et deux rapports sur des questions relatives à l'environnement et à la mise en valeur durable des ressources naturelles;
 - b. *Comité de l'environnement et de la mise en valeur des ressources naturelles.* Un rapport sur les préparatifs de la Conférence ministérielle sur les applications des techniques spatiales au développement durable en Asie et dans le Pacifique; un rapport sur les préparatifs de la

- quatrième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement et six rapports sur des questions relatives à l'environnement et à la mise en valeur durable des ressources naturelles;
- c. *Conférence ministérielle sur les applications des techniques spatiales au développement durable en Asie et dans le Pacifique*. Quatre rapports sur les questions nouvelles, le cadre directif et un nouveau plan d'action régional pour les applications des techniques spatiales au développement durable;
- iii) *Réunions de groupes spéciaux d'experts*. Trois réunions de groupes spéciaux d'experts sur la commercialisation et le transfert des techniques d'exploitation des énergies renouvelables, sur les politiques et stratégies de mise en valeur durable des terres et des ressources minérales et sur l'intégration de la gestion des ressources en eau dans les plans de développement économique et social. Une réunion d'un groupe spécial d'experts de haut niveau pour la préparation de la Conférence ministérielle sur les applications des techniques spatiales au développement durable en Asie et dans le Pacifique;
- b) *Autres activités de fonds (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) *Publications périodiques*. ESCAP/UNEP Asia-Pacific Environment Newsletter (8), ESCAP Energy News (4), Energy Resources Development Series, Electric Power in Asia and the Pacific, 1995-1996, Atlas of Mineral Resources of the ESCAP Region (2), Mineral Concentrations and Hydrocarbon Accumulations in the ESCAP Region, Mineral Resources Assessment, Development and Management (2), Urban and Environmental Geology Series (2), Water Resources Journal (8), Confluence (4), Water Resources Series (2), Space Technology Applications Newsletter (8) et Asia-Pacific Remote Sensing and Geographic Information Systems Journal (4);
- ii) *Publications non périodiques*. Mise en oeuvre du Programme d'action régional 1996-2000 pour un développement écologiquement rationnel et durable et des décisions adoptées à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale; commerce et environnement; bilan régional de l'application des conventions internationales pertinentes relatives à l'environnement; étude sur la pollution de l'environnement et les normes nationales et internationales en la matière; recueil de dispositions législatives relatives aux économies d'énergie dans la région Asie-Pacifique; directives pour la promotion d'une utilisation rationnelle de l'énergie dans les pays en transition; mise en valeur et gestion des ressources autres que biologiques des zones côtières de la région Asie-Pacifique (2); évaluation des ressources en eau et de la demande des secteurs utilisateurs; répertoire des techniques spatiales et de leur application au développement durable en Asie et dans le Pacifique (deuxième édition); gestion de l'environnement et des ressources naturelles par recours aux systèmes d'information géographique et de télédétection (2); application des techniques spatiales au développement durable (2); application des techniques avancées d'observation satellitale de la Terre à la surveillance de l'environnement et à la gestion des ressources naturelles (2); étude sur l'harmonisation des diverses initiatives de promotion de la coopération régionale en matière d'application des techniques spatiales au développement durable et utilisations de l'infrastructure spatiale d'information et des réseaux d'information, notamment aux fins de l'enseignement à distance;
- iii) *Supports électroniques, audio et vidéo*. Page d'accueil de la CESAP sur les ressources énergétiques (World Wide Web);
- iv) *Expositions*. Deux expositions à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, deux à l'occasion de la Journée marquant la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles et une sur Espace 2000;
- v) *Plaquettes, brochures*. Brochures pour la Journée mondiale de l'eau et la Journée marquant la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles;

- vi) *Supports techniques à l'intention des utilisateurs extérieurs (bases de données, logiciels, etc.).* Fonctionnement et actualisation du Service régional d'information de la CESAP sur les applications des techniques spatiales;
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) Coopération et collaboration avec des organismes des Nations Unies, organismes intergouvernementaux régionaux et organisations non gouvernementales (Département de la coordination des politiques et du développement durable, Commission du développement durable et Comité interorganisations sur le développement durable, Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement, Comité des ressources naturelles et Sous-Comité CAC de la mise en valeur des ressources hydrauliques, secrétariat de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, PNUD, Bureau des affaires spatiales et Comité de coordination interinstitutions sur les affaires spatiales, BAsD, ASEAN, OCE, Centre de développement pour l'Asie et le Pacifique, Comité de coordination pour les programmes géoscientifiques concernant les zones côtières et extracôtières de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, Commission du Pacifique Sud pour les sciences de la terre appliquées, Conférence de l'océan Indien sur la coopération en matière maritime, Commission océanographique intergouvernementale Pacifique occidental, Commission du Mékong, Comité des satellites de télédétection et Réseau régional d'autorités locales chargées de la gestion des établissements humains), ainsi qu'avec le secteur privé, sur des questions relevant de ce sous-programme, notamment la mise en oeuvre d'Action 21 et des décisions adoptées à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la mise en valeur durable des ressources naturelles et des ressources énergétiques, les applications des techniques spatiales, les conventions internationales relatives à la lutte contre la désertification, aux changements climatiques et à la diversité biologique et le suivi de l'application des conventions internationales sur l'environnement;
 - ii) Appui technique et fonctionnel au Comité des typhons, au Groupe d'experts en cyclones tropicaux, et aux Sous-Comités CIRAP pour l'environnement et le développement durable, les ressources hydrauliques et les applications des techniques spatiales au développement durable;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Services consultatifs.* Missions consultatives portant sur : la mise en oeuvre du Programme d'action régional 1996-2000 pour un développement écologiquement rationnel et durable (4), le renforcement des capacités de gestion environnementale (3), les options énergétiques, la planification en matière d'énergie-environnement, les réseaux énergétiques et le rendement énergétique (6), l'évaluation des ressources minérales et les questions économiques et dispositions législatives relatives à ces ressources (3), l'application des techniques écogéologiques à la planification et à la gestion des terres (3), la mise en valeur et la gestion des ressources en eau et la prévention des catastrophes naturelles provoquées par l'eau (5), la mise au point de techniques spatiales et leur application dans les domaines de l'environnement et du développement durable (1), le renforcement des capacités nationales d'application intégrée des techniques d'information spatiales à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles (2);
 - ii) *Formation de groupe (séminaires, ateliers et colloques)*
 - a. Deux réunions d'examen et d'évaluation du Programme d'action régional 1996-2000 pour un développement écologiquement rationnel et durable et préparatifs de la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie;
 - b. Ateliers sur les sujets suivants : coopération régionale en vue de la mise en oeuvre des conventions pertinentes relatives à l'environnement et de la sensibilisation à ces conventions, notamment en rapport avec la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement (1), planification énergie-environnement, sources d'énergie nouvelles et renouvelables, réseaux énergétiques et promotion d'une utilisation rationnelle

- de l'énergie (6), évaluation des ressources minérales et questions économiques et dispositions législatives s'y rapportant (2), gestion environnementale de la mise en valeur des ressources minérales (2), écogéologie et application de la géologie à la planification de l'utilisation des sols (2), mise en valeur et gestion des ressources autres que biologiques dans la zone côtière de la région Asie-Pacifique (1), mise en valeur et gestion des ressources en eau, protection de ces ressources et préservation de leur qualité, eau et développement durable et prévention des pertes dues aux inondations (8);
- c. Quatre séminaires sous-régionaux et nationaux sur le développement des capacités de gestion environnementale;
 - d. Arrangements de CTPD dans le domaine des technologies d'exploitation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, de la promotion d'une utilisation rationnelle de l'énergie et de la gestion de la mise en valeur des ressources en eau;
 - e. Deux ateliers de formation sur l'application de la télédétection et des systèmes d'information géographique à la gestion des terres et des ressources marines, y compris pour la surveillance des écosystèmes tropicaux;
 - f. Huit réunions de groupes de travail régionaux sur divers secteurs d'application des techniques spatiales;
 - g. Deux séminaires/colloques sur les applications des techniques spatiales dans la cadre de la mise en oeuvre de la Déclaration de Beijing sur les applications des techniques spatiales au développement écologiquement rationnel et durable en Asie et dans le Pacifique, de la Stratégie régionale et du Plan d'action, et du Programme régional pour les applications des techniques spatiales au développement écologiquement rationnel et durable;
- iii) *Bourses.* Huit bourses de longue durée (12 mois) dans le domaine des applications des techniques spatiales; 25 bourses de durée moyenne (3 mois) dans le domaine de l'informatique spatiale et de l'application des techniques spatiales, y compris la télédétection, les systèmes d'information géographique et le système de positionnement planétaire;
 - iv) *Projets sur le terrain.* Vingt projets pilotes de recherche et d'étude sur l'application des techniques avancées d'observation satellitale de la Terre à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 17.50 Le montant prévu, soit 5 707 400 dollars doit permettre de financer les 23 postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et les 14 postes d'agent local indiqués dans le tableau 17.16 ci-dessus, compte tenu du fait qu'un poste P-5 a été transféré de ce sous-programme au sous-programme 5 (Dépauvèrisation : développement social) et qu'il est proposé de supprimer deux postes P-4 et deux postes d'agent local (à compter du 1er janvier 1999 pour l'un des postes P-4 et les deux postes d'agent local). La réduction de 256 100 dollars par rapport à l'exercice biennal précédent est le résultat net du transfert d'un poste, de la suppression de quatre postes et de l'application des nouveaux taux standard de vacance de postes.

Autres dépenses de personnel

- 17.51 Un montant de 36 200 dollars est demandé pour que le personnel chargé de certaines fonctions administratives puisse être recruté avec flexibilité.

Consultants et experts

- 17.52 Les ressources demandées, qui se chiffrent à 98 100 dollars, comprennent : a) un montant de 50 000 dollars au titre des services de consultants spécialisés dont les compétences ne sont pas disponibles au secrétariat et qui contribueront à la réalisation d'études et d'autres travaux concernant la mise en oeuvre des

recommandations formulées lors de la Conférence ministérielle de 1995 sur l'environnement et le développement durable, les préparatifs de la quatrième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique, la commercialisation et le transfert des technologies d'exploitation des énergies renouvelables, l'intégration de la gestion des ressources en eau dans les plans de développement économique et social, les documents de travail préparatoires pour la Conférence ministérielle sur les applications des techniques spatiales au développement durable en Asie et dans le Pacifique, l'atlas des ressources minérales, le rapport intitulé *Mineral Concentration and Hydrocarbon Accumulations*, l'évaluation, la mise en valeur et la gestion des ressources minérales, la mise en oeuvre du Programme d'action régional 1996-2000 pour un développement écologiquement rationnel et durable et des décisions adoptées à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale, l'évaluation des ressources en eau et de la demande des secteurs utilisateurs et la page d'accueil de la CESAP sur les ressources énergétiques (World Wide Web); et b) un montant de 48 100 dollars au titre des trois réunions de groupes spéciaux d'experts mentionnées plus haut à l'alinéa a) iii) du paragraphe 17.49. L'augmentation de 11 600 dollars par rapport à l'exercice biennal précédent a trait aux réunions des groupes d'experts susmentionnés.

Voyages

- 17.53 Un montant de 79 500 dollars (soit 18 700 dollars de moins que pour l'exercice précédent) est prévu au titre des voyages qu'effectueront les fonctionnaires pour a) assister aux réunions des organes compétents des Nations Unies et d'autres organisations actives dans les domaines de l'environnement, de la gestion des ressources naturelles et des applications des techniques spatiales, notamment la Commission du développement durable, le Comité des ressources naturelles, le Sous-Comité CAC de la mise en valeur des ressources hydrauliques, la Commission du Mékong, le Comité de coordination interinstitutions sur les affaires spatiales, le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et le Comité des satellites de télédétection; b) fournir des services consultatifs et consulter les gouvernements et les organisations intergouvernementales au sujet de la mise en oeuvre du Programme d'action régional 1996-2000 pour un développement écologiquement rationnel et durable, de la commercialisation et du transfert des technologies d'exploitation des énergies renouvelables, des options énergétiques et des programmes relatifs à l'énergie, de l'atlas des ressources minérales de la région de la CESAP, et de l'évaluation des ressources minérales et des questions économiques et dispositions législatives relatives à ces ressources; et c) fournir des services au Comité des typhons et au Groupe d'experts en cyclones tropicaux.

Services contractuels

- 17.54 Un montant de 67 800 dollars est prévu pour l'impression de neuf publications à l'extérieur.

Sous-programme 5

Dépaupérisation : développement social

Tableau 17.17

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	1 853,2	2 097,6	90,4	4,3	2 188,0	180,5	2 368,5
Consultants et experts	45,7	62,3	(1,7)	(2,7)	60,6	4,4	65,0
Voyages	44,8	37,8	42,5	112,4	80,3	6,2	86,5
Services contractuels	10,7	10,7	13,0	121,4	23,7	1,8	25,5
Total	1 954,4	2 208,4	144,2	6,5	2 352,6	192,9	2 545,5

2) Fonds extrabudgétaires

Provenance des fonds	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif				1998-1999
						Montant estimatif
a) Services d'appui à :	—	—				—
i) Des organismes des Nations Unies	—	—				—
ii) Des activités extrabudgétaires	—	—				—
b) Activités de fond	—	—				—
c) Projets opérationnels :	1 939,3	2 353,6				3 495,0
Sources bilatérales et autres						
Total	1 939,3	2 353,6				3 495,0
Total 1) et 2)	3 893,7	4 562,0				6 040,5

Tableau 17.18

Postes nécessaires
Programme : Dépaupérisation : développement social

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	2	—	—	2	2	3	4
P-4/3	5	4	—	—	1	1	6	5
P-2/1	2	2	—	—	—	—	2	2
Total	9	9	—	—	3	3	12	12
Autres catégories								
Agents locaux	5	5	—	—	2	2	7	7
Total	5	5	—	—	2	2	7	7
Total général	14	14	—	—	5	5	19	19

17.55 Les activités relevant de ce sous-programme seront exécutées par la Division du développement social, sous la direction du Comité d'action socio-économique pour la dépaupérisation rurale et urbaine.

17.56 Ce sous-programme sera axé sur l'évolution et les problèmes au niveau régional dans le domaine des politiques sociales et de la mise en valeur des ressources humaines et sur les manières d'y faire face, s'agissant en particulier de planifier et d'exécuter des programmes de protection sociale et de formation destinés aux pauvres et aux autres groupes sociaux marginalisés (jeunes, femmes, handicapés et personnes âgées notamment). Les activités privilégieront le renforcement des capacités du secteur public et du secteur non gouvernemental à formuler et mettre en oeuvre des politiques et programmes visant à renforcer les moyens de production et d'entraide de ces catégories sociales et améliorer ainsi leurs conditions d'existence. On s'attachera à cet égard à promouvoir les partenariats entre gouvernements, secteur privé, organisations non gouvernementales, organisations communautaires et autres organisations participatives. Priorité sera donnée aux activités tendant à mettre en oeuvre au niveau régional les mandats définis au niveau mondial. (Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social et Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà). D'autres activités répondront, au niveau régional, aux demandes contenues dans les instruments suivants : Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP; Plan d'action de Jakarta pour la mise en valeur des ressources humaines dans la région de la CESAP; Programme d'action pour la Décennie Asie-Pacifique pour les handicapés (1993-2002).

Activités

17.57 Les activités ci-après seront entreprises au cours de l'exercice biennal 1998-1999 :

- a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux et des organes d'experts*
 - i) *Services fonctionnels pour des réunions.* Douze séances plénières de la Commission et 4 séances de comités; 12 séances plénières du Comité d'action socio-économique pour la dépaupérisation rurale et urbaine; 8 séances plénières et 8 séances de groupe de travail de la Réunion Asie-Pacifique sur la mise en valeur des ressources humaines pour les jeunes (bilan de la mise en oeuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà); 8 séances

- plénières de la Réunion de hauts responsables sur l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP;
- ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants*
 - a. *Commission*. Rapport de la cinquième Conférence ministérielle sur le développement social pour l'Asie et le Pacifique; rapport sur la mise en oeuvre de la résolution 52/4 de la Commission, relative à la promotion de la mise en valeur des ressources humaines parmi les jeunes dans la région de l'Asie et du Pacifique, la mise en oeuvre de la résolution 51/2 de la Commission, relative au renforcement de la coopération régionale pour la mise en valeur des ressources humaines dans la région de l'Asie et du Pacifique, les questions de développement social et l'état et les perspectives du développement social : thème de la cinquante-quatrième session de la Commission;
 - b. *Comité d'action socio-économique pour la dépaupérisation rurale et urbaine*. Deux rapports sur des questions de développement social;
 - c. *Réunion Asie-Pacifique sur la mise en valeur des ressources humaines pour les jeunes (bilan de la mise en oeuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà)*. Rapport sur la mise en oeuvre régionale du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà;
 - d. *Réunion de hauts responsables sur l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP*. Trois rapports sur des questions relatives à l'Agenda;
 - iii) *Réunions de groupes spéciaux d'experts*. Une réunion du Groupe spécial d'experts sur l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) *Publications périodiques*. *Human Resources Development Newsletter* (quatre numéros) et *Social Development Newsletter* (quatre numéros);
 - ii) *Publications non périodiques*. Mise en réseau régionale des centres d'excellence MVRH; indicateurs de participation de la jeunesse dans l'Asie et le Pacifique; programme de formation à la mise en valeur des ressources humaines à l'intention du personnel des services sociaux, programmes de formation à la mise en valeur des ressources humaines (planification et gestion des programmes d'alphabétisation des femmes et participation des jeunes au développement); manuel de formation à la mise en valeur des ressources humaines (mise en place de programmes de postalphabétisation des femmes); directives à l'intention des instructeurs pour les organisations d'entraide des handicapés; rapport illustré sur la convivialisation du milieu de vie des handicapés; directives sur la mise en oeuvre d'un plan d'action régional concernant les personnes âgées; bilan de la situation des enfants et des jeunes victimes de violences et d'exploitation sexuelles et de leur accès aux services sociaux et de santé et autres services de mise en valeur des ressources humaines; l'Asie et le Pacifique au XXI^e siècle : état et perspectives du développement social; aspects sociaux des migrations internationales de main-d'oeuvre dans la région de la CESAP; prévention communautaire de la délinquance juvénile; études de cas concernant les politiques et programmes nationaux en faveur des personnes âgées; rôle de la famille en matière de protection sociale; collaboration du secteur privé à la mise en oeuvre de l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP; méthodes de ciblage des programmes de dépaupérisation; cadre conceptuel d'une banque de données régionales sur le développement social;
 - iii) *Produits électroniques, audio et vidéo*. Pages d'accueil de la CESAP sur le World Wide Web concernant la Décennie des Nations Unies pour les handicapés dans la région de l'Asie et du Pacifique; la politique sociale et la mise en valeur des ressources humaines; bandes vidéo : deux sur les programmes visant à appuyer l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP, deux sur les lauréats du prix CESAP de la mise en valeur des ressources humaines,

- une sur les environnements sans obstacles pour les handicapés et une sur la Décennie Asie-Pacifique des handicapés (1993-2002);
- iv) *Expositions*. Deux sur les lauréats du prix CESAP de la mise en valeur des ressources humaines et une sur la mise en oeuvre de l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP;
 - v) *Plaquettes, brochures, fiches de synthèse, planches murales et dossiers d'information*. Deux brochures sur le prix CESAP de la mise en valeur des ressources humaines; quatre dossiers d'information et plaquettes sur les lauréats du prix CESAP de la mise en valeur des ressources humaines; 25 fiches de synthèse sur la mise en valeur des ressources humaines dans divers pays de la région de l'Asie et du Pacifique; supports d'information en vue de la réunion de hauts responsables sur l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP et supports d'information marquant l'Année internationale des personnes âgées;
 - vi) *Supports techniques à l'intention des utilisateurs extérieurs (bases de données, logiciels, etc.)*. Base de données CESAP sur les centres d'excellence MVRH et sur l'Année internationale des personnes âgées;
 - vii) *Manifestations spéciales*. Cérémonie annuelle de remise du prix CESAP de la mise en valeur des ressources humaines;
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) Collaboration avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées, notamment le Département de la coordination des politiques et du développement durable, l'OIT, le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, l'UNICEF, le PNUD, l'OMS, l'UNESCO et le FNUAP ainsi que d'autres organisations intergouvernementales et organisations non gouvernementales, y compris la Banque asiatique de développement, l'ANASE, l'Organisation de coopération économique (OCE), l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) et la Commission du Pacifique Sud (CPS), le Programme du Commonwealth pour la jeunesse, le Conseil asiatique de la jeunesse et le Conseil pacifique de la jeunesse en ce qui concerne le suivi de l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP et le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social; la mise en oeuvre du Plan d'action de Jakarta pour la mise en valeur des ressources humaines dans la région de la CESAP; le suivi à l'échelon régional du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà; la promotion de l'alphabétisation des femmes; questions en rapport avec la Décennie des Nations Unies pour les handicapés dans la région de l'Asie et du Pacifique et l'Année internationale des personnes âgées;
 - ii) Collaboration avec les centres nationaux d'excellence MVRH en vue de l'élaboration de supports de formation destinés au personnel des services de protection sociale;
 - iii) Organisation et service du Sous-Comité du CIRAP sur les handicapés et du Sous-Comité sur le VIH/sida;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) *Services consultatifs*. Six sur la mise en oeuvre de l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP et le suivi régional du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social; quatre sur la mise en oeuvre du Plan d'action de Jakarta pour la mise en valeur des ressources humaines dans la région de la CESAP; quatre sur l'amélioration des compétences des jeunes et de la promotion de leur participation au développement; quatre sur la conception et la mise en place de cadres directifs nationaux pour la jeunesse; quatre sur la mise en oeuvre de la Décennie Asie-Pacifique pour les handicapés (1993-2001) et deux sur les préparatifs et la célébration de l'Année internationale des personnes âgées;

- ii) *Formation de groupe (séminaires, ateliers et colloques)*
 - a. Ateliers régionaux sur le renforcement du rôle de la famille en matière de protection sociale et sur le cadre conceptuel d'une banque de données sur le développement social;
 - b. Réunions annuelles : réunions sur les grandes questions et les grands programmes sociaux; réunions du Jury pour le prix CESAP de la mise en valeur des ressources humaines; réunions sur des questions critiques concernant la mise en valeur des ressources humaines;
 - c. Deux cours sous-régionaux de la CESAP sur la mise en valeur des ressources humaines à l'intention du personnel des services sociaux des centres d'excellence de l'Asie du Sud et de l'Indochine;
 - d. Un atelier d'évaluation sous-régionale visant à promouvoir la mise en valeur des ressources humaines pour les femmes en Asie du Sud grâce à la mise en place d'un programme de postalphabetisation et deux ateliers visant à promouvoir la mise en valeur des ressources humaines pour les femmes grâce à un programme de formation à l'alphabetisation dans la région du Pacifique et en Indochine;
 - e. Cours CESAP sur la mise en valeur des ressources humaines, à l'intention du personnel des services sociaux s'occupant des jeunes victimes de violences et d'exploitation sexuelles dans la sous-région du bassin du Mékong;
 - f. Quatre cours nationaux CESAP de mise en valeur des ressources humaines, à l'intention du personnel des services sociaux des centres d'excellence et six cours à l'intention du personnel des organisations de jeunes dans les pays en transition et les pays les moins avancés;
 - g. Quatre ateliers de formation sur le renforcement des capacités d'entraide des groupes défavorisés;
 - h. Quatre séminaires régionaux sur les questions qui commencent à se poser dans le domaine social en ce qui concerne les groupes défavorisés;
 - i. Consultation régionale sur un projet de plan d'action régional concernant les personnes âgées dans la région de la CESAP;
- iii) *Bourses : prix CESAP de la mise en valeur des ressources humaines (annuel).*

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 17.58 Les ressources prévues (2 188 000 dollars) permettront de financer neuf postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et cinq postes d'agent local comme le montre le tableau 17.18. Elles tiennent compte du transfert proposé au sous-programme d'un poste P-5, précédemment affecté au sous-programme 4 (Environnement et développement durable) et destiné au chef de la Section de la politique sociale, et de la suppression d'un poste P-4 superflu. Le transfert proposé doit permettre de renforcer la capacité du sous-programme en vue de la mise en oeuvre du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social et de l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP, que la Commission a adopté dans sa résolution 51/4. Le titulaire du poste considéré sera également responsable de l'organisation des conférences ministérielles Asie-Pacifique sur le développement social, qui se réunissent tous les cinq ans, et d'enquêtes sur la situation sociale dans la région de l'Asie et du Pacifique. La Commission a accordé un rang de priorité élevé à ces activités. À l'heure actuelle, aucun poste de rang élevé n'est affecté à cette fonction. L'augmentation de 90 400 dollars correspond à l'effet conjugué du transfert d'un poste, de la suppression d'un poste et de l'application de nouveaux taux standard pour les vacances de poste.

Consultants et experts

- 17.59 Les ressources prévues à cette rubrique (60 000 dollars) comprennent : a) 47 200 dollars pour permettre au secrétariat de s'assurer les services de consultants possédant les connaissances spécialisées nécessaires à l'élaboration des études et documents ci-après demandés dans diverses résolutions de l'Assemblée générale et de la Commission : rapport sur les progrès réalisés dans la mise en valeur des ressources humaines grâce à la coopération régionale; rapport sur des questions concernant l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP; étude sur la mise en réseau régionale des centres d'excellence MVRH; étude sur les indicateurs de participation des jeunes; directives pour la mise en oeuvre d'un plan d'action régional en faveur des personnes âgées; et b) 13 400 dollars pour la réunion d'un groupe spécial d'experts sur l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 17.57 a) iii) ci-dessus.

Voyages

- 17.60 Les ressources prévues (80 300 dollars) doivent permettre de couvrir le coût des voyages effectués aux fins suivantes : a) participation aux réunions des organes compétents de l'ONU et d'autres organisations, de la Commission du développement social, de la Conférence mondiale des ministres de la jeunesse et du Forum mondial sur la jeunesse du système des Nations Unies concernant le développement social et la mise en valeur des ressources humaines, y compris des questions concernant les jeunes; b) fourniture de services consultatifs et consultations avec les gouvernements, organisations intergouvernementales, centres nationaux d'excellence MVRH et organisations non gouvernementales sur la mise en oeuvre de l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP; la mise en oeuvre du Plan d'action de Jakarta sur la mise en valeur des ressources humaines dans la région de la CESAP; la collaboration régionale entre centres nationaux d'excellence pour la recherche et la formation en matière de mise en valeur des ressources humaines; la coopération régionale dans la mise en valeur des ressources humaines; l'amélioration des compétences des jeunes et la promotion de leur participation au développement, et la mise au point de cadres directifs nationaux pour la jeunesse. L'augmentation de 42 500 dollars s'explique par l'augmentation du nombre des activités régionales concernant les jeunes et la mise en valeur des ressources humaines au cours de l'exercice biennal.

Services contractuels

- 17.61 Les ressources prévues (23 700 dollars) permettront de financer l'impression de quatre publications. L'augmentation de 13 000 dollars tient compte des besoins effectifs.

Sous-programme 6

Dépaupérisation : développement rural et urbain

Tableau 17.19

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	2 159,1	2 734,6	177,7	6,4	2 912,3	239,0	3 151,3
Autres dépenses de personnel	—	—	18,1	—	18,1	1,5	19,6
Consultants et experts	65,2	50,0	(17,6)	(35,2)	32,4	2,4	34,8
Voyages	39,8	51,2	(1,3)	(2,5)	49,9	4,2	54,1
Services contractuels	2,1	17,0	11,1	65,2	28,1	2,3	30,4
Total	2 266,2	2 852,8	188,0	6,5	3 040,8	249,4	3 290,2

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999
				Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	120,0	c) Projets opérationnels :	—
	5 108,0	4 914,0	PNUD	—
			Sources bilatérales et autres	3 037,4
Total	5 108,0	5 034,0		3 037,4
Total 1) et 2)	7 374,2	7 886,8		6 327,6

Tableau 17.20

Postes nécessaires
Programme : Dépaupérisation : développement rural et urbain

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	—	—	—	—	—	1	—
P-5	3	3	—	—	1	1	4	4
P-4/3	8	7	—	—	2	2	10	9
P-2/1	1	1	—	—	—	—	1	1
Total	13	11	—	—	3	3	16	14
Autres catégories								
Agents locaux	6	6	—	—	4	4	10	10
Total	6	6	—	—	4	4	10	10
Total général	19	17	—	—	7	7	26	24

17.62 Les activités relevant de ce sous-programme seront exécutées par la Division du développement rural et urbain sous la direction du Comité d'action socio-économique pour la dépaupérisation rurale et urbaine.

17.63 Le sous-programme sera axé sur l'évaluation des questions régionales, le renforcement des capacités des institutions locales en matière de développement rural et urbain et la promotion des politiques et programmes visant à assurer une plus grande égalité entre les sexes. Des bilans nationaux et régionaux de la pauvreté viseront à améliorer la situation des groupes cibles grâce à la création d'emplois agricoles et para-agricoles et à la fourniture aux pauvres de possibilités d'accès à la terre, au crédit et aux autres facteurs de production. Les activités privilégieront le renforcement des capacités dont disposent les organisations gouvernementales et non gouvernementales pour mettre au point des modalités novatrices de dépaupérisation rurale et urbaine et assurer la sécurité alimentaire des ménages ruraux. Le sous-programme aidera à utiliser convenablement les produits agrochimiques dans la double optique d'un développement agricole durable et de l'augmentation des approvisionnements alimentaires. Une assistance sera fournie en vue de l'élaboration de politiques et de programmes visant à permettre aux femmes de jouer un rôle actif à la fois en tant qu'agents et que bénéficiaires du développement. Des activités seront également menées dans le cadre du suivi de la Déclaration et du Plan d'action de Jakarta en faveur de la promotion de la femme dans la région de l'Asie et du Pacifique, de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, du Plan d'action régional sur l'urbanisation et du Programme pour l'habitat.

Activités

17.64 Les activités ci-après seront entreprises au cours de l'exercice biennal 1998-1999 :

- a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux et des organes d'experts*
 - i) *Services fonctionnels pour des réunions.* Douze séances plénières de la Commission et 4 séances de comités; 12 séances plénières du Comité d'action socio-économique pour la dépaupérisation rurale et urbaine; et 10 séances plénières de la Conférence ministérielle sur l'urbanisation en Asie et dans le Pacifique;

- ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants*
 - a. *Commission*. Six rapports sur les questions de développement rural et urbain et la mise en oeuvre de la résolution 52/3 de la Commission, relative au suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes;
 - b. *Comité d'action socio-économique pour la dépaupérisation rurale et urbaine*. Trois rapports sur les questions de développement rural et urbain et la mise en oeuvre du Plan d'action régional sur l'urbanisation et du Programme pour l'habitat;
 - c. *Conférence ministérielle sur l'urbanisation en Asie et dans le Pacifique*. Cinq rapports sur les questions d'urbanisation;
- iii) *Réunions de groupes spéciaux d'experts*. Réunion d'un groupe spécial d'experts pour le bilan de la mise en oeuvre de la Déclaration et du Plan d'action de Jakarta en faveur de la promotion de la femme en Asie et dans le Pacifique et de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Publications périodiques*. *Newsletter on Poverty Alleviation Initiatives* (8 numéros); *Agro-Chemicals News in Brief* (12 numéros); *Fertilizer Trade Information Monthly Bulletin* (24 numéros); *WINAP Newsletter* (4 numéros); et *Répertoire 1998-1999 des programmes de travail interinstitutions sur la réduction de la pauvreté dans les zones rurales*;
 - ii) *Publications non périodiques*. Renforcement des capacités de réduction de la pauvreté dans les zones rurales dans un contexte d'ajustements économiques; renforcement des institutions de crédit dans l'optique de la réduction de la pauvreté dans les zones rurales; trois aperçus de pays sur le développement du secteur phytotrophique; questions qui commencent à se poser dans les zones urbaines; plan d'action régional révisé pour l'urbanisation; méthodes novatrices de gestion urbaine et quatre monographies sur les questions qui commencent à se poser en matière de participation des femmes au développement dans la région de l'Asie et du Pacifique;
 - iii) *Produits électroniques, audio et vidéo*. Pages d'accueil CESAP sur le World Wide Web concernant la participation des femmes au développement et les établissements humains;
 - iv) *Dossiers d'information*. Supports promotionnels pour la Conférence ministérielle sur l'urbanisation; quatre dossiers d'information sur le Programme d'action de Beijing;
 - v) *Supports techniques à l'intention des utilisateurs extérieurs* (bases de données, logiciels, etc.). Base de données bibliographiques FADI et base de données DRCT, sources d'information phytotrophique en particulier pour la région de l'Asie et du Pacifique; base de données numériques sur le secteur de l'alimentation et des engrais, et tenue et actualisation des bases de données sur les projets relatifs aux établissements humains, les experts en matière d'établissements humains dans la région et les organisations non gouvernementales qui s'occupent des questions intéressant les femmes dans la région de la CESAP;
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) Coopération et collaboration, selon qu'il conviendra, avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées, notamment la Fondation pour l'habitat et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains, le Sous-Comité du Comité administratif de coordination sur le développement rural ainsi que d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales, notamment l'ANASE, la SAARC, la CPS, le Réseau régional des autorités locales pour la gestion des établissements humains (CITYNET), l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux/section Asie-Pacifique, le Réseau des instituts de formation, de recherche et d'information pour les établissements humains (TRISHNET), le Réseau asiatique pour l'habitat et le Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique sur des questions intéressant le sous-programme, telles que la mise en oeuvre du Plan d'action régional sur l'urbanisation et du

- Programme pour l'habitat; la mise en oeuvre de la Déclaration et du Plan d'action de Jakarta en faveur de la promotion de la femme en Asie et dans le Pacifique et de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, le plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, et le développement rural;
- ii) Appui technique et fonctionnel au Centre régional pour la coordination de la recherche-développement sur les céréales secondaires, légumineuses, racines et tubercules dans les zones tropicales humides de l'Asie et du Pacifique;
 - iii) Organisation et service de la conférence régionale phytotrophique de l'Association internationale de l'industrie des engrais et du Réseau de consultation, de recherche et d'information sur les engrais (CESAP/FAO/ONUDI) pour l'Asie et le Pacifique et des sous-comités du CIRAP pour l'urbanisation et la promotion de la femme;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) *Services consultatifs.* Six sur la gestion de l'information relative aux produits agrochimiques; 12 sur les aspects de politique générale de l'emploi des phyto-aliments et de l'augmentation de la production alimentaire; 4 sur les politiques de commercialisation et de fixation des prix des engrais; 8 sur la mise en oeuvre du Plan d'action régional sur l'urbanisation et du Programme pour l'habitat; 7 sur la mise en oeuvre de la Déclaration et du Plan d'action de Jakarta en faveur de la promotion de la femme dans la région de l'Asie et du Pacifique et de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing;
 - ii) *Formation de groupe* (séminaires, ateliers et colloques)
 - a. Six ateliers nationaux et régionaux sur les politiques et programmes de dépaupérisation rurale axés sur des groupes cibles, notamment les programmes concernant les femmes des zones rurales et des pays défavorisés;
 - b. Trente-deux activités faisant appel à la participation de groupes et promotion de l'emploi dans le cadre de projets axés sur le marché;
 - c. Ateliers : un sur la lutte intégrée contre les ravageurs dans le cadre de la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales; un sur les aspects économiques de la protection non chimique des cultures; sept sur l'analyse des politiques en matière de sécurité alimentaire, de crédit rural et d'institutions rurales; quatre sur les concepts phytonutritifs écologiques; trois sur la formation à la commercialisation des engrais; deux sur les enquêtes phytotrophiques; un sur la nouvelle problématique urbaine et un sur les méthodes novatrices de gestion urbaine;
 - d. Séminaires : deux sur la politique en matière d'engrais; deux sur la réduction de la pauvreté chez les femmes; deux sur les droits des femmes, la violation à l'égard des femmes et la traite des femmes; et un sur le développement de la participation des femmes à la prise des décisions et à la gestion;
 - e. Un forum régional de l'urbanisation;
 - f. Deux ateliers de formation sur le développement de réseaux d'information pour les femmes grâce aux techniques d'information modernes.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 17.65 Les ressources prévues (2 912 300 dollars) permettront de financer 11 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 6 postes d'agent local, comme le montre le tableau 17.20 ci-dessus. Elles tiennent compte du transfert proposé d'un poste d'agent local du sous-programme Direction exécutive et administration et de la suppression proposée, à compter du 1er janvier 1999, de deux postes d'administrateur (1 D-1 et 1 P-3) et d'un poste d'agent local. Elles correspondent à l'effet conjugué des

suppressions et du transfert de postes proposés, de l'effet différé de la création d'un poste P-5 au cours de l'exercice biennal 1996-1997 et de l'application de nouveaux taux standard pour les vacances de poste.

Autres dépenses de personnel

17.66 Un montant de 18 100 dollars est prévu pour renforcer le personnel de bureau, selon que de besoin.

Consultants et experts

17.67 Le montant de 32 400 dollars prévu à cette rubrique, en baisse de 17 600 dollars, se répartit comme suit : a) 20 000 dollars pour permettre au Secrétariat de s'assurer les services de consultants possédant les connaissances spécialisées nécessaires aux fins de l'établissement de rapports sur des questions concernant le développement rural et urbain et des documents d'information sur le bilan de la mise en oeuvre de la Déclaration et du Plan d'action de Jakarta en faveur de la promotion de la femme dans la région de l'Asie et du Pacifique et de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing; b) 12 400 dollars pour la réunion du Groupe d'experts spécial dont il est question au paragraphe 17.64 a) iii) ci-dessus.

Voyages

17.68 Les ressources prévues (49 900 dollars) doivent couvrir le coût des voyages effectués aux fins suivantes : a) participation aux réunions des organes pertinents des Nations Unies et d'autres organisations, concernant l'agriculture et le développement rural, la participation des femmes au développement et les établissements humains, y compris représentation au Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique, la Commission Habitat, la Commission de la condition de la femme et la réunion interinstitutions du Comité administratif de coordination sur les femmes et l'égalité entre les sexes; b) fourniture de services consultatifs et consultations avec les gouvernements, des responsables locaux et des experts sur les questions de développement rural, la mise en oeuvre du Plan d'action régional sur l'urbanisation et le Programme pour l'habitat, la nouvelle problématique urbaine, des méthodes novatrices de gestion urbaine; et la mise en oeuvre de la Déclaration et du Plan d'action de Jakarta en faveur de la promotion de la femme dans la région de l'Asie et du Pacifique et de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.

Services contractuels

17.69 Un crédit de 28 100 dollars est demandé pour l'impression à l'extérieur de six publications.

**Sous-programme 7
Dépaupérisation : population et développement**

Tableau 17.21

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	1 385,9	1 565,7	4,9	0,3	1 570,6	128,0	1 698,6
Autres dépenses de personnel	—	—	18,1	—	18,1	1,5	19,6
Consultants et experts	24,4	25,1	0,9	3,5	26,0	1,9	27,9
Voyages	44,9	34,5	(5,5)	(15,9)	29,0	8,1	31,1
Services contractuels	14,8	16,2	0,1	0,6	16,3	1,2	17,5
Total	1 470,0	1 641,5	18,5	1,1	1 660,0	134,7	1 794,7

Tableau 17.21 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
			b) Activités de fond	—
	2 288,2	1 868,2	c) Projets opérationnels :	2 000,0
	188,4	179,6	FNUAP	
			Sources bilatérales et autres	75,1
Total	2 476,6	2 047,8		2 075,1
Total 1) et 2)	3 946,6	3 689,3		3 869,8

Tableau 17.22

Postes nécessaires

Programme : Dépaupérisation par la croissance économique et le développement social

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	3	2	—	—	2	—	5	2
P-2/1	1	1	—	—	—	—	1	1
Total	6	5	—	—	2	—	8	5
Autres catégories								
Agents locaux	6	5	—	—	7	1	13	6
Total	6	5	—	—	7	1	13	6
Total général	12	10	—	—	9	1	21	11

17.70 Les travaux seront exécutés par la Division de la population sous la direction du Comité d'action socio-économique pour la dépaupérisation rurale et urbaine.

17.71 Les activités relevant du sous-programme seront centrées sur la coopération technique et la recherche dans les domaines du vieillissement, de la migration féminine et de la santé en matière de reproduction. Elles concerneront aussi les publications (notamment *Asia-Pacific Population Journal* et *ESCAP Population Data Sheet*), les services consultatifs et la formation dans le domaine de l'information en matière de population. Priorité sera donnée à l'exécution régionale des décisions mondiales et régionales, dont le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et les recommandations formulées dans la Déclaration de Bali sur la population et le développement durable.

Activités

17.72 Seront entreprises les activités suivantes :

- a) *Service des organismes intergouvernementaux et des organes d'experts*
 - i) *Service fonctionnel des réunions.* Douze séances plénières et 4 séances des comités de la Commission; 12 séances plénières du Comité d'action socio-économique pour la dépaupérisation rurale et urbaine;
 - ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants*
 - a. *Commission.* Deux rapports du Comité d'action socio-économique pour la dépaupérisation rurale et urbaine et deux rapports sur les questions de population-développement;
 - b. *Comité d'action socio-économique pour la dépaupérisation rurale et urbaine.* Rapports sur les questions de population-développement;
 - iii) *Groupes spéciaux d'experts.* Deux sessions des groupes spéciaux d'experts, l'un pour les technologies appropriées permettant d'accéder à l'information en matière de population, l'autre pour les questions de mondialisation et de mouvement de la population;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Publications périodiques. Asia-Pacific Population Journal* (trimestriel)
 - ii) *Publications non périodiques.* Six livraisons relatives à l'appui familial et aux services communautaires pour les personnes âgées; renforcement du contrôle et de l'évaluation de l'exécution des programmes relatifs à la santé en matière de reproduction et à la planification familiale; migration féminine, emploi, constitution de la famille et pauvreté; mondialisation et mouvement de la population;
 - iii) *Productions électroniques, audio et vidéo.* Page d'accueil CESAP (World Wide Web);
 - iv) *Plaquettes, brochures, fiches de synthèse.* Deux livraisons de *Population Data Sheet*;
 - v) *Supports techniques à l'intention des utilisateurs extérieurs (bases de données, logiciels, etc.).* Produits et services de la banque de données POPIN dans le cadre du système d'informations bibliographiques de la CESAP (EBIS/POPFILE) et du système de gestion informatisée ESIS, et huit produits ou services dans le domaine des télécommunications POPIN;
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires).* Collaboration avec les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations non gouvernementales dans l'étude des questions de population-développement; organisation et service du Sous-Comité CIRAP pour les questions de population-développement et du Sous-Comité CIRAP pour la dépaupérisation;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Services consultatifs.* Quatre missions consultatives portant, d'une part, sur la mise en oeuvre de la Déclaration de Bali sur la population et le développement durable et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, et, d'autre part, sur la santé en matière de reproduction et la planification familiale et sur le développement de l'information en matière de population;
 - ii) *Formation de groupe (séminaires, ateliers, colloques).* Conférence régionale sur la famille; séminaire régional sur les systèmes de suivi et d'évaluation en matière de santé génésique et de planification familiale; séminaire directif sur la migration féminine, l'emploi, la constitution de la famille et la pauvreté; atelier POPIN sur la gestion de l'information technologique; deux ateliers sur informatique et population; atelier consultatif POPIN; atelier sur le reconditionnement de l'information en matière de la population.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 17.73 Les ressources prévues, soit 1 570 600 dollars, concernent cinq postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et cinq postes d'agent local, comme indiqué au tableau 17.22 ci-dessus. La demande tient compte de la suppression à partir du 1er janvier 1999 d'un poste P-4 et d'un poste d'agent local qui ne sont plus nécessaires à la réalisation du programme de travail. L'augmentation de 4 900 dollars est le résultat net du retrait de ces postes et de l'application des nouveaux taux standard de vacance de postes.

Autres dépenses de personnel

- 17.74 Un crédit de 18 100 dollars est demandé pour se ménager une certaine latitude dans les fonctions d'appui administratif.

Consultants et experts

- 17.75 Les ressources prévues, soit 26 000 dollars, se répartiraient comme suit : a) conseils spécialisés pour suppléer aux compétences du secrétariat pour l'élaboration de documents d'information générale sur les technologies donnant à la population accès à l'information sur la mondialisation et le changement de population : 9 700 dollars; b) deux réunions des groupes spéciaux d'experts pour des technologies appropriées permettant d'accéder à l'information en matière de population et pour les questions de mondialisation et de mouvement de la population, comme indiqué à l'alinéa a) iii) du paragraphe 17.72 ci-dessus : 16 300 dollars.

Voyages

- 17.76 Le montant réduit demandé à ce titre, soit 29 000 dollars, concerne : a) les voyages des fonctionnaires qui servent la Commission de la population et du développement; b) les voyages des fonctionnaires qui fournissent des services consultatifs pour l'application de la Déclaration de Bali sur la population et le développement durable et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, sur la santé en matière de reproduction et la planification familiale, et sur le développement de l'information relative à la population.

Services contractuels

- 17.77 Le crédit demandé, 16 300 dollars, permettra de financer l'impression de l'*Asia-Pacific Population Journal* et de *Population Data Sheet*.

Sous-programme 8

Transports et communications

Tableau 17.23

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	3 510,6	4 024,3	(20,3)	(0,5)	4 004,0	326,8	4 330,8
Autres dépenses de personnel	—	—	18,1	—	18,1	1,5	19,6
Consultants et experts	18,9	—	—	—	—	—	—
Voyages	47,5	43,0	2,6	6,0	45,6	3,6	49,2
Services contractuels	4,9	2,6	0,3	11,5	2,9	0,3	3,2
Total	3 581,9	4 069,9	0,7	—	4 070,6	332,2	4 402,8

2) Fonds extrabudgétaires

Provenance des fonds	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	1998-1999 Montant estimatif	
a) Services d'appui à :	—	—		
i) Des organismes des Nations Unies	—	—		—
ii) Des activités extrabudgétaires	—	—		—
b) Activités de fond	—	—		—
c) Projets opérationnels :	691,9	480,0		1 200,0
PNUD	2 001,1	2 240,2		3 467,4
Sources bilatérales et autres				
Total	2 693,0	2 720,2		4 667,4
Total 1) et 2)	6 274,9	6 790,1		9 070,2

Tableau 17.24

Postes nécessaires
Programme : Transports et communications

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	2	—	—	3	3	5	5
P-4/3	12	10	—	—	4	4	16	14
P-2/1	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	18	16	—	—	7	7	25	23
Autres catégories								
Agents locaux	11	10	—	—	4	4	15	14
Total	11	10	—	—	4	4	15	14
Total général	29	26	—	—	11	11	40	37

- 17.78 Les activités prévues à ce sous-programme seront exécutées par la Sous-Division des transports, des communications et du tourisme sous la direction du Comité des transports, des communications, du tourisme et du développement infrastructurel.
- 17.79 Le sous-programme est axé sur des activités relevant du Programme d'action régional joint au Plan d'action de New Delhi pour le développement infrastructurel en Asie et dans le Pacifique, programme jugé prioritaire et approuvé par la Conférence ministérielle sur les infrastructures, tenue à New Delhi en octobre 1996. Ces activités visent à améliorer la planification tendant à mettre sur pied des moyens et des services infrastructurels à tous les niveaux, ainsi que l'efficacité administrative, gestionnelle et opérationnelle dans les pays de la région. On tâchera d'associer davantage le secteur privé au développement infrastructurel national (financement, gestion, exploitation et partage des risques), l'objectif étant d'accélérer la mise en place des infrastructures qu'exige la poursuite de la croissance économique et sociale. Le développement des liaisons interrégionales et intrarégionales aux fins du renforcement du commerce international et du tourisme se fera par la mise en oeuvre du projet DITTA (Développement des infrastructures des transports terrestres en Asie). Pour faciliter l'intégration des transports terre-mer, des activités seront menées en étroite coopération avec les autres organisations internationales, activités qui porteront sur les opérations de transit et le transport multimodal. Pour améliorer la sécurité et promouvoir le respect des normes de sécurité dans le contexte des opérations de transport et de communication et réduire les répercussions écologiques nuisibles des ouvrages et des services d'infrastructure à un niveau acceptable, les pays membres recevront une assistance qui leur permettra d'assurer la sécurité des transports de voyageurs et de marchandises (marchandises dangereuses notamment) tout en protégeant l'environnement, et de procéder à des études d'impact pour la construction et l'exploitation des ouvrages d'infrastructure. Les pays en développement recevront d'autre part des conseils quant à la répartition géographique des activités économiques et l'accessibilité des équipements collectifs, dans le cadre de la lutte contre le paupérisme dans la région. Ces activités viseront aussi à affiner la politique touristique, à renforcer les capacités nationales de mise en valeur des ressources humaines dans le secteur touristique (commercialisation du tourisme notamment), à réduire au minimum l'impact du tourisme sur le milieu, à promouvoir les investissements touristiques et à faciliter les voyages.

Activités

17.80 Les activités suivantes seront entreprises au cours de l'exercice biennal 1998-1999 :

- a) *Service des organismes intergouvernementaux et des organes d'experts*
 - i) *Service fonctionnel des réunions.* Douze séances plénières et 4 séances des comités de la Commission; 12 séances du Comité des transports, des communications, du tourisme et du développement infrastructurel;
 - ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants*
 - a. *Commission.* Rapport du Comité des transports, des communications, du tourisme et du développement infrastructurel; rapports sur la mise en oeuvre de la résolution 52/9 de la Commission relative aux ponts terrestres en Asie et entre l'Asie et l'Europe, et du Plan d'action de New Delhi pour le développement infrastructurel en Asie et dans le Pacifique;
 - b. *Comité des transports, des communications, du tourisme et du développement infrastructurel.* Deux rapports sur la mise en oeuvre du Plan d'action de New Delhi pour le développement infrastructurel en Asie et dans le Pacifique et huit rapports sur les questions de transports, de communications, de tourisme et de développement infrastructurel;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Publications périodiques.* Livraison annuelle du *Transport and Communications Bulletin for Asia and the Pacific* et de la *Tourism Review* de la CESAP; quatre livraisons de la *Tourism Newsletter* de la CESAP et de l'*Infrastructure Newsletter for Asia and the Pacific*;
 - ii) *Publications non périodiques.* Réseau routier en Asie du Nord-Est; chemin de fer transasiatique; développement du transfert ferroviaire Asie-Europe de conteneurs sur trains-blocs; examen des accords régionaux et sous-régionaux relatifs aux itinéraires de transport terrestre; plan d'action pour la sécurité routière; énergie écologique à l'usage des transports; réduction des dégâts écologiques provoqués par les transports routiers; directives sur une approche systématique et intégrée de la formulation des politiques en matière d'infrastructures, de trafic et de transport dans l'optique d'un environnement durable, de la mobilité et de l'accès aux services; approche intégrée de la planification des transports urbains; transports maritimes interinsulaires : questions et stratégies; cadre pour la formulation des politiques de transport maritime; questions de politique générale dans le contexte d'un développement touristique plus durable; promotion du tourisme le long de la Route d'Asie; directives sur la planification touristique intégrée; tarification des infrastructures; rôle des voies d'eau intérieures dans le cadre d'un réseau de transport intégré; manuel de formation des instructeurs à la planification participative des infrastructures rurales; commercialisation des produits ferroviaires dans la région Asie-Pacifique;
 - iii) *Productions électroniques, audio et vidéo.* Pages d'accueil CESAP (World Wide Web) concernant le Plan d'action de New Delhi pour le développement infrastructurel en Asie et dans le Pacifique, l'Alliance asiatique pour le développement infrastructurel, et le transport maritime;
 - iv) *Supports techniques à l'intention des utilisateurs extérieurs* (bases de données, logiciels, etc.). Base de données CESAP sur les infrastructures dans la région de l'Asie et du Pacifique; perfectionnement et actualisation des logiciels de planification des ouvrages et services d'infrastructures;
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) Collaboration et coopération avec les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies — notamment les autres commissions régionales, la CNUCED, l'OIT, l'OACI, l'UIT, l'OMI et l'UPU — et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, dont la BASD, l'APEC, l'ANASE, la Commission du Mékong, l'OCE, l'OSShD, la SAARC, le Secrétariat du Forum du Pacifique Sud, la TAP, l'UE, le GIF, l'Union internationale des transports routiers,

- l'IRCA et le Conseil mondial du développement, en vue de mettre en oeuvre le Plan d'action de New Delhi pour le développement infrastructurel en Asie et dans le Pacifique;
- ii) Collaboration avec l'Organisation mondiale du tourisme, le Conseil du tourisme du Pacifique Sud, la PATA, la Commission du Mékong et d'autres organismes s'occupant de tourisme, en vue de promouvoir le tourisme;
 - iii) Organisation et service du Sous-Comité CIRAP pour le développement infrastructurel en Asie et dans le Pacifique;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
- i) *Services consultatifs. Missions consultatives* : une mission portant sur les perspectives du transport maritime et du développement portuaire; deux missions portant sur la mise en oeuvre d'une approche systématique et intégrée de la formulation des politiques en matière d'infrastructure, de trafic et de transport dans l'optique d'un environnement durable, de la mobilité et de l'accès aux services; une mission portant sur la planification participative des infrastructures rurales; deux missions portant sur la promotion de la participation du secteur privé au développement infrastructurel; deux missions portant sur le transport multimodal, les opérations de transit et la facilitation du trafic maritime; une mission portant sur le transport des marchandises dangereuses; deux missions portant sur la planification économique et financière des investissements destinés aux infrastructures et aux projets; deux missions portant sur le renforcement des capacités nationales de développement touristique;
 - ii) *Formation de groupe (séminaires, ateliers, colloques)*
 - a. Deux stages consacrés au développement de l'infrastructure des transports et de la facilitation des transports; un stage consacré à l'organisation en réseau des centres d'excellence dans le secteur infrastructurel; un stage consacré à la planification et au développement du tourisme;
 - b. Deux ateliers nationaux sur l'entretien du réseau routier;
 - c. Deux stages de formation à la mise en oeuvre d'une approche systématique et intégrée de la formulation des politiques en matière d'infrastructure, de trafic et de transport dans l'optique d'un environnement durable, de la mobilité et de l'accès aux services;
 - d. Séminaires régionaux sur la tarification des infrastructures et la facilitation des transports;
 - e. Colloque sur la participation du secteur privé au développement infrastructurel;
 - f. Séminaire sous-régional sur la planification participative des infrastructures rurales;
 - g. Stage de formation à l'intégration des transports non motorisés aux réseaux de transport urbain;
 - h. Stage de formation au transport des marchandises dangereuses;
 - i. Atelier sur la planification économique et financière et l'évaluation des projets relatifs aux transports par voie d'eau intérieure;
 - j. Deux réunions sur la promotion du tourisme dans la sous-région bassin du Mékong;
 - k. Réunion régionale sur la promotion de la coopération des instituts et organisations de formation touristique.

Ressources nécessaires (aux taux courants)
Postes

- 17.81 Les ressources demandées (4 004 000 dollars) permettront de financer 16 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 10 postes d'agent local, comme l'indique le tableau 17.24 ci-dessus. Ces prévisions tiennent compte de la suppression de deux postes P-3 et d'un poste d'agent des services généraux (un poste P-3 et un poste d'agent local devant disparaître le 1er janvier 1999) qui ne sont plus nécessaires à la réalisation du programme de travail. La réduction de 20 300 dollars est le produit de la suppression de ces postes et de l'application des nouveaux taux standard de vacance de postes.

Autres dépenses de personnel

- 17.82 Un crédit de 18 100 dollars est demandé pour se ménager une certaine latitude dans les fonctions d'appui administratif.

Voyages

- 17.83 Les ressources prévues à ce titre (45 600 dollars) couvrent les voyages des fonctionnaires a) qui se rendent aux sessions de certains organes des Nations Unies et d'autres institutions qui traitent de transports, de communications ou de tourisme, y compris l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme et les sessions du Groupe de travail sur les transports de l'APEC et de l'Alliance asiatique pour le développement infrastructurel; et b) qui tiennent des consultations avec les gouvernements nationaux, les organismes intergouvernementaux et les organes compétents des Nations Unies en ce qui concerne la mise en oeuvre de la résolution 52/9 de la Commission relative aux ponts terrestres en Asie et entre l'Asie et l'Europe et du Plan d'action de New Delhi pour le développement infrastructurel en Asie et dans le Pacifique, et la constitution d'une base de données sur les infrastructures de la région de l'Asie et du Pacifique.

Services contractuels

- 17.84 Le crédit de 2 900 dollars demandé permettrait d'imprimer la livraison annuelle du *Transport and Communications Bulletin for Asia and the Pacific*.

**Sous-programme 9
Statistiques**

Tableau 17.25

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	2 332,7	2 339,4	136,7	5,8	2 476,1	202,2	2 678,3
Consultants et experts	17,7	29,4	(4,1)	(13,9)	25,3	2,1	27,4
Voyages	34,3	49,7	(5,0)	(10,0)	44,7	3,5	48,2
Services contractuels	47,8	43,5	0,9	2,0	44,4	3,3	47,7
Total	2 432,5	2 462,0	128,5	5,2	2 590,5	211,1	2 801,6

Tableau 17.25 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	390,5	—	c) Projets opérationnels :	
	—	—	PNUD	—
	440,8	229,0	FNUAP	400,0
	2 338,3	2 061,8	UNIFEM	534,0
			Sources bilatérales et autres	1 330,0
Total	3 169,6	2 290,8		2 264,0
Total 1) et 2)	5 602,1	4 752,8		5 065,6

Tableau 17.26

Postes nécessaires

Programme : Statistiques

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1998	1998- 1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	4	4	—	—	—	—	4	4
P-2/1	2	2	—	—	—	—	2	2
Total	8	8	—	—	—	—	8	8
Autres catégories								
Agents locaux	15	13	—	—	2	2	17	15
Total	15	13	—	—	2	2	17	15
Total général	23	21	—	—	2	2	25	23

17.85 Les travaux relevant de ce sous-programme seront exécutés par la Division de statistique sous la direction du Comité de statistique.

17.86 Le sous-programme est axé sur la formation de groupe et la fourniture de services consultatifs dans des domaines prioritaires, notamment les statistiques de la comptabilité nationale et autres statistiques économiques, les statistiques par sexe, les recensements de la population et les enquêtes démographiques, les statistiques et la comptabilité environnementales ainsi que la gestion des bureaux de statistique. Ces activités seront coordonnées avec celles des organismes compétents, mondiaux, régionaux et sous-régionaux.

17.87 L'aptitude croissante des États membres à contribuer au renforcement des capacités statistiques sera prise en compte quand seront organisées les activités émergeant au budget ordinaire ou financées par des fonds

extrabudgétaires. La coordination régionale visera l'élaboration, la révision, l'essai et la mise en application de certaines normes statistiques internationales et, le cas échéant, leur adaptation à la situation et aux besoins des pays de la région.

- 17.88 Des statistiques socio-économiques comparables seront diffusées en recourant à diverses formes modernes de publication ainsi qu'aux médias électroniques (en différé et en ligne). On recourra davantage à l'informatique pour l'acquisition des données de manière à publier plus rapidement des statistiques exactes et à réduire la charge de travail des bureaux auxquels incombe l'établissement des rapports. Le système d'informations statistiques de la CESAP sera amélioré de façon qu'il réponde aux règles de l'art et s'intègre complètement au système d'information générale de la CESAP. Les décideurs nationaux de haut rang recevront une formation qui leur permettra de bien exploiter l'informatique, aux fins notamment de la formulation des politiques stratégiques.

Activités

- 17.89 Seront exécutées au cours de l'exercice biennal 1998-1999 les activités suivantes :

- a) *Service des organismes intergouvernementaux et des organes d'experts*
 - i) *Service fonctionnel des réunions.* Douze séances plénières et 4 séances des comités de la Commission; 6 séances plénières du Comité de statistique;
 - ii) *Documentation à l'intention des organismes délibérants*
 - a. *Commission.* Rapport sur des questions de statistique; rapport du Comité de statistique;
 - b. *Comité de statistique.* Rapport du Groupe d'experts des statistiques; rapports sur diverses questions de développement statistique, sur l'informatisation du secteur public, sur la présentation intégrée des programmes de travail statistiques dans la région, sur les activités du secrétariat depuis la dixième session du Comité;
 - iii) *Groupes spéciaux d'experts.* Travaux préparatoires connexes;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Publications périodiques.* Huit numéros de *Statistical Newsletter*; quatre numéros de *Government Computerization Newsletter*; *Annuaire statistique pour l'Asie et le Pacifique*; *Annual Foreign Trade Statistics for Asia and the Pacific*; huit numéros de *Statistical Indicators for Asia and the Pacific*; annuaire *Asia-Pacific in Figures*; trois numéros du *Bulletin sur les applications de la technologie informationnelle aux statistiques démographiques*;
 - ii) *Publications non périodiques.* Trois séries de directives méthodologiques relatives aux statistiques;
 - iii) *Productions électroniques, audio et vidéo.* Page d'accueil de la CESAP (World Wide Web);
 - iv) *Expositions.* Exposition pour le Comité de statistique;
 - v) *Deux planches murales* sur les statistiques générales et thématiques;
 - vi) *Supports techniques à l'intention des utilisateurs extérieurs (bases de données, logiciels, etc.).* Données diffusées par médias électroniques (disques optiques compacts, disquettes, etc.); exploitation et actualisation des informations statistiques du système ESIS; traitement des demandes ponctuelles de renseignements statistiques émanant d'utilisateurs extérieurs;
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) Collaboration et coopération, le cas échéant, avec les organes et institutions spécialisées des Nations Unies — dont la Commission de statistique et le Groupe de travail de l'ONU, les conférences régionales de statisticiens et la Commission des statistiques agricoles pour l'Asie et le Pacifique de la FAO; avec le Sous-Comité du CAC des activités statistiques; avec des organisations intergouvernementales ne faisant pas partie du système des Nations Unies,

notamment la Commission du Pacifique Sud et l'EWC, et des organisations non gouvernementales, dont l'Institut international de statistique;

- ii) Appui technique et fonctionnel fourni aux équipes FNUAP de pays dans la région et à l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Services consultatifs*. Missions consultatives : cinq missions portant sur les questions de parité de traitement des sexes et autres aspects liés aux statistiques ou indicateurs socio-économiques; deux missions portant sur l'organisation et la gestion statistiques et sur l'informatique (secteur public compris);
 - ii) *Formation de groupe (séminaires, ateliers et colloques)*. Ateliers régionaux et sous-régionaux : deux ateliers sur les statistiques démographiques et sociales, sous l'angle du suivi des conférences sociales mondiales; quatre ateliers sur les statistiques économiques, notamment en rapport avec la comptabilité nationale; trois ateliers sur les statistiques et de la comptabilité environnementales; deux ateliers sur l'organisation et la gestion statistiques et sur l'informatique (secteur public compris).

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 17.90 Le montant demandé (2 476 100 dollars) permettra de financer 8 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 13 postes d'agent local, comme l'indique le tableau 17.26 ci-dessus. Ces prévisions tiennent compte de la mutation d'un poste d'agent local au sous-programme 10, Pays les moins avancés, pays sans littoral et pays insulaires en développement, et de la suppression d'un poste d'agent local. L'augmentation de 136 700 dollars est le produit de la suppression et du redéploiement des postes en question et de l'application des nouveaux taux standard de vacance de postes.

Consultants et experts

- 17.91 Le crédit demandé (25 300 dollars) permettra de financer : a) des services consultatifs spécialisés pour suppléer aux compétences du secrétariat en matière de publication et des documents techniques suivants : *Statistical Yearbook for Asia and the Pacific; Foreign Trade Statistics for Asia and the Pacific; Statistical Indicators for Asia and the Pacific; Asia-Pacific in Figures*; le fonctionnement et la tenue du système ESIS; le traitement des demandes ponctuelles des utilisateurs extérieurs des données statistiques (16 500 dollars); et b) la réunion du Groupe de statisticiens visés à l'alinéa a) iii) du paragraphe 17.89 ci-dessus (8 800 dollars).

Voyages

- 17.92 Le montant réduit demandé à ce titre (44 700 dollars) permettra de financer les déplacements des fonctionnaires qui participent aux réunions des organismes compétents des Nations Unies et d'autres institutions s'occupant de statistiques, notamment aux sessions de la Commission de statistique et du Groupe de travail sur les programmes et la coordination des statistiques internationales.

Services contractuels

- 17.93 Les ressources prévues à cette rubrique (44 400 dollars) sont destinées à couvrir le coût d'impression de cinq publications et de planches murales.

Sous-programme 10

Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et pays insulaires en développement

Tableau 17.27

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	615,0	1 119,8	352,2	31,4	1 472,0	120,1	1 592,1
Autres dépenses de personnel	19,9	—	18,1	—	18,1	1,5	19,6
Consultants et experts	16,8	16,8	(2,1)	(12,5)	14,7	1,1	15,8
Voyages	49,8	50,5	16,1	31,8	66,6	4,9	71,5
Total	701,5	1 187,1	384,3	32,3	1 571,4	127,6	1 699,0

2) Fonds extrabudgétaires

Provenance des fonds	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	1998-1999 Montant estimatif
b) Activités de fond	—	—	—
c) Projets opérationnels : Sources bilatérales et autres	241,1	402,0	763,9
Total	241,1	402,0	763,9
Total 1) et 2)	942,6	1 589,1	2 462,9

Tableau 17.28

Postes nécessaires

Programme : Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et pays insulaires en développement

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	3	3	—	—	1	1	4	4
P-2/1	1	2	—	—	—	—	1	2
Total	6	7	—	—	1	1	7	8
Autres catégories								
Agents locaux	1	1	—	—	1	1	2	2
Total	1	1	—	—	1	1	2	2
Total général	7	8	—	—	2	2	9	10

17.94 Les activités au titre de ce sous-programme seront exécutées par la Section des pays les moins avancés de la Division de la recherche développementale et de l'analyse des politiques et par le Centre des opérations de la CESAP dans le Pacifique sous la direction de l'Organe spécial pour les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral et de l'Organe spécial pour les pays insulaires en développement du Pacifique.

17.95 Les activités consisteront pour l'essentiel à mettre en évidence les tendances et les problèmes qui se font jour, à appeler l'attention des décideurs sur les objectifs prioritaires et à rendre les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, les pays insulaires en développement mieux à même de s'intégrer de plus près à la dynamique du développement régional et à l'économie internationale. On veillera en particulier à appuyer les efforts de réforme économique, à mobiliser et utiliser plus rationnellement les ressources et à assurer une plus large participation aux courants d'investissements intrarégionaux qui sont de plus en plus importants. La priorité sera donnée aux activités portant sur la mise en oeuvre à l'échelon régional du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés et du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement. On privilégiera la mise en valeur des ressources humaines, et en particulier la formation des fonctionnaires dans le domaine de la formulation des politiques macro-économiques.

Activités

17.96 Au cours de l'exercice biennal 1998-1999, les activités ci-après seront entreprises :

- a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux et des organes d'experts*
 - i) *Services fonctionnels nécessaires pour les réunions.* Douze sessions plénières et 4 sessions de comités de la Commission; 2 réunions officieuses de la Commission pour les pays les moins avancés, les pays insulaires en développement du Pacifique et les pays en transition; 4 réunions plénières de l'Organe spécial pour les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral; et 4 réunions de l'Organe spécial pour les pays insulaires en développement du Pacifique;

- ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants*
 - a. *Commission*. Rapports de l'Organe spécial pour les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral et de l'Organe spécial pour les pays insulaires en développement du Pacifique;
 - b. *Commission du développement durable*. Rapport sur le suivi du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement;
 - c. *Organe spécial pour les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral*. Deux rapports sur les questions relatives aux pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral;
 - d. *Organe spécial pour les pays insulaires en développement du Pacifique*. Deux rapports sur les questions relatives aux pays insulaires en développement du Pacifique;
- b) *Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires). Publications non périodiques*. Bilan de la mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés; renforcement de la coopération dans les domaines du commerce et des investissements entre les pays insulaires du Pacifique et les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est; et options en matière de politique de change dans les pays les moins avancés;
- c) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*. Collaboration avec la CNUCED concernant le suivi du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés; avec le Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques et le Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud concernant le suivi du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement; avec le secrétariat du Forum et la Commission du Pacifique Sud concernant les questions qui touchent les pays insulaires en développement du Pacifique;
- d) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - i) *Services consultatifs*. Deux missions consultatives sur les politiques macro-économiques et le renforcement des institutions compétentes dans les pays les moins avancés et quatre missions consultatives sur la promotion du développement durable dans les petits États insulaires en développement;
 - ii) *Formation de groupe (séminaires, ateliers et colloques)*
 - a. Ateliers sur le renforcement de la coopération dans le domaine du commerce et des investissements entre les pays insulaires du Pacifique et les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est et sur les options en matière de politique de change dans les pays les moins avancés;
 - b. Séminaire sur le bilan de la mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 17.97 Les ressources prévues (1 472 000 dollars) sont destinées à financer sept postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et un poste d'agent local comme il est indiqué plus haut au tableau 17.28. On a tenu compte a) du transfert au présent sous-programme de 1 poste P-2 du sous-programme 2 (Coopération économique régionale : recherche et analyse des politiques) afin qu'il soit mieux à même d'entreprendre des travaux de recherche, y compris le suivi du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, ainsi que de 1 poste d'agent local du sous-programme 9 (Statistiques) en vue de renforcer les services d'appui administratif du Centre des opérations de la CESAP dans le Pacifique à Port-Vila (Vanuatu); et b) de la suppression d'un poste d'agent local à Bangkok à compter du 1er janvier 1999.

Autres dépenses de personnel

17.98 Un montant de 18 100 dollars est prévu pour financer selon que de besoin certains services de secrétariat.

Consultants et experts

17.99 Un montant de 14 700 dollars est prévu pour financer les services spécialisés de consultants dont ne dispose pas le secrétariat pour l'établissement de a) deux rapports sur les thèmes concrets qui seront retenus par l'Organe spécial pour les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral à ses troisième et quatrième sessions (1997 et 1998 respectivement) en vue de leur présentation à ses quatrième et cinquième sessions respectivement; et b) des documents de travail en vue du bilan de la mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés.

Voyages

17.100 Un montant de 66 600 dollars, en augmentation par rapport à l'exercice précédent, est prévu pour permettre à des fonctionnaires a) d'assister aux réunions du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, de la Commission du développement durable et d'autres organes intergouvernementaux tels que le Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud; et b) de consulter les gouvernements et les organisations intergouvernementales sur l'application du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés; les réformes macro-économiques et les questions relatives au développement durable des pays insulaires en développement du Pacifique ainsi qu'à la promotion du développement durable dans les petits États insulaires en développement.

D. Appui aux programmes

Tableau 17.29

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	23 059,0	27 637,0	(714,5)	(2,5)	26 922,5	2 205,8	29 128,3
Autres dépenses de personnel	449,6	541,0	301,5	55,7	842,5	64,9	907,4
Voyages	119,2	97,4	(28,9)	(29,6)	68,5	5,2	73,7
Services contractuels	105,0	227,9	9,5	4,1	237,4	18,1	255,5
Frais généraux de fonctionnement	4 425,6	4 646,7	48,3	1,0	4 695,0	361,4	5 056,4
Frais de représentation	—	14,4	—	—	14,4	1,0	15,4
Fournitures et accessoires	642,9	722,8	75,7	10,4	798,5	61,6	860,1
Mobilier et matériel	1 095,2	1 510,8	(287,1)	(19,0)	1 223,7	95,7	1 319,4
Total	29 896,5	35 398,0	(595,5)	(1,6)	34 802,5	2 813,7	37 616,2

Tableau 17.29 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	
	2 185,3	1 850,3	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	1 716,0
	—	—	b) Activités de fond	—
	33,7	—	c) Projets opérationnels :	—
	—	—	PNUD	—
	—	—	Sources bilatérales et autres	—
Total	2 219,0	1 850,3		1 716,0
Total 1) et 2)	32 115,5	37 248,3		39 332,2

Tableau 17.30

Postes nécessaires

Programme : Appui aux programmes

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	2	2	—	—	—	—	2	2
P-5	7	7	—	—	1	1	8	8
P-4/3	43	39	—	—	2	2	45	41
P-2/1	10	9	—	—	—	—	10	9
Total	62	57	—	—	3	3	65	60
Autres catégories								
Agents locaux	229	207	—	—	15	15	244	222
Service mobile	3	1	—	—	—	—	3	1
Total	232	208	—	—	15	15	247	223
Total général	294	265	—	—	18	18	312	283

17.101 L'appui aux programmes comprend la gestion des programmes, les services d'information, les services de conférence, les services administratifs et les services communs.

Activités

17.102 Au cours de l'exercice biennal 1998-1999, les activités ci-après seront entreprises :

- a) *Gestion des programmes.* La Division de la gestion du programme fournit des services fonctionnels et des services de secrétariat à la Commission, à ses organes subsidiaires et aux réunions du Comité consultatif des représentants permanents et d'autres représentants désignés par les membres de la Commission (CCRP). Elle coordonne la planification, la programmation et l'exécution du programme de travail de la Commission, y compris son programme d'activités de coopération technique conformément au mandat de la Commission et à ceux des organismes des Nations Unies de portée mondiale. En outre, la Division aide et conseille le Secrétaire exécutif quant à l'établissement d'une

politique cohérente et de directives stratégiques sur la planification du programme et les activités opérationnelles de la CESAP qui lui permettent de mobiliser, de gérer et d'utiliser les ressources du budget ordinaire et les fonds extrabudgétaires, en fonction des évaluations des besoins aux niveaux régional et sous-régional;

- i) *Services destinés à des organes intergouvernementaux et des organes d'experts (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - a. *Services fonctionnels nécessaires pour les réunions.* Les services fonctionnels nécessaires pour les sessions de la Commission de même que l'organisation et le service des sessions mensuelles du Comité consultatif des représentants permanents et d'autres représentants désignés par la Commission;
 - b. *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Rapports sur l'exécution du programme de travail de la Commission pour 1998-1999; projet de programme de travail biennal (2000-2001); révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1998-2001; projet de plan à moyen terme au-delà de 2001; exécution du programme de travail pour 1996-1997; rapport annuel sur les activités de coopération technique de la CESAP et les contributions extrabudgétaires; rapport annuel sur les activités de coopération technique entre pays en développement; et rapport biennal au Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement à New York;
 - ii) *Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
 - a. Identification des domaines éventuels de coopération et de coordination entre le programme de travail de la CESAP et ceux d'autres organismes des Nations Unies, notamment organisation et service du Comité (régional) interinstitutions pour les questions d'environnement et de développement en Asie et dans le Pacifique, ainsi qu'avec les institutions régionales extérieures compétentes;
 - b. Coordination de l'établissement de la documentation de la CESAP destinée aux organismes intergouvernementaux et intersecrétariats de portée mondiale de l'Organisation des Nations Unies et de son système;
 - c. Liaison avec le PNUD, le FNUAP, le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et d'autres organismes compétents en vue de coordonner et d'harmoniser les programmes opérationnels régionaux de la CESAP avec ceux exécutés au niveau des pays;
 - iii) *Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires).* Deux ateliers sur les centres nationaux de coordination de la coopération technique entre pays en développement et la gestion du Fonds supplémentaire pour la coopération technique entre pays en développement;
 - iv) *Services d'appui administratif (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires).* Les activités comprennent la coordination générale des services de planification, de budgétisation, de suivi et d'évaluation des programmes fournis à la Commission et à d'autres réunions, la collaboration avec d'autres entités et organismes des Nations Unies et les institutions extérieures compétentes, la mobilisation de fonds extrabudgétaires et la gestion des activités de coopération technique;
- b) *Services d'information.* Les activités consistent à rendre compte en détail des travaux de la Commission et de son secrétariat. Elles consistent notamment à produire des communiqués de presse, des résumés des travaux et des débats, des brochures spéciales, des plaquettes, des affiches, des dossiers d'information, des films, des cassettes vidéo, des conférences de presse et ainsi que des expositions et à fournir des services de bibliothèque;
 - c) *Services de conférence.* Les activités comportent la fourniture des services de conférence nécessaires pour les réunions des organes directeurs et d'autres réunions intergouvernementales tenues sous les auspices de la CESAP, ainsi que la traduction et l'impression des documents et publications;

- d) *Services administratifs et services communs.* Ces services concernent la gestion des ressources humaines, l'administration financière, la planification des ressources, ainsi que l'utilisation des services communs pour appuyer l'exécution du programme de travail. Les activités menées seront notamment les suivantes : a) recrutement, placement, organisation des carrières, formation et administration du personnel, services de conseil pour le personnel et services médicaux; b) gestion financière, contrôle de gestion et gestion de la trésorerie; c) services généraux, y compris la gestion des bâtiments, les services de sécurité, les communications, les achats, les transports; et d) services de traitement électronique de l'information.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 17.103 Les ressources prévues (26 922 500 dollars) permettront de couvrir les dépenses correspondant à 57 postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, à 1 poste d'agent du Service mobile et à 207 postes d'agent local, comme il est indiqué plus haut au tableau 17.30. On a tenu compte de la suppression de 4 postes P-3, de 1 poste P-2, de 2 postes d'agent du Service mobile et de 22 postes d'agent local (il est proposé de supprimer à compter du 1er janvier 1999 un poste P-3, 1 poste P-2 et sept postes d'agent local) qui ne sont plus nécessaires du fait de l'amélioration des méthodes de travail pour la fourniture de services d'appui. La réduction de 714 500 dollars est imputable à la fois à la suppression de ces postes et à l'application de nouveaux taux standard de vacance de postes.

Autres dépenses de personnel

- 17.104 Les ressources prévues (842 500 dollars) se répartissent comme suit : a) 283 100 dollars qui permettront d'engager du personnel temporaire pendant les périodes où le volume de travail est le plus chargé et de faire face aux frais liés au remplacement des fonctionnaires en congé de maladie prolongé ou en congé de maternité; b) 248 500 dollars qui serviront à payer les heures supplémentaires pendant les périodes où le volume de travail est particulièrement chargé et les sursalaires de nuit; et c) 310 900 dollars qui doivent permettre de couvrir le coût des services contractuels de sécurité, d'un spécialiste des ressources humaines/conseiller du personnel à temps partiel en application des recommandations du Bureau de la gestion des ressources humaines et du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel, ainsi que d'autres services de secrétariat.

Voyages

- 17.105 Les ressources prévues (68 500 dollars), en diminution par rapport à l'exercice précédent, sont destinées à financer a) des voyages en vue de consultations au Siège, avec les instituts de la CESAP et le Centre des opérations de la CESAP dans le Pacifique à Port-Vila (Vanuatu) concernant la coordination des programmes et la coordination dans les domaines de l'administration, des finances et du personnel; et b) les voyages des fonctionnaires des services de conférence qui assistent aux sessions annuelles de la Réunion interorganisations sur les services linguistiques, la documentation et les publications (IAMLADP) et la Réunion interinstitutions sur la traduction et la terminologie assistées par ordinateur (JIAMCATT).

Services contractuels

- 17.106 Un montant de 237 400 dollars est prévu pour les activités ci-après : formation linguistique; autres formations spécialisées comme la sécurité; travaux contractuels d'imprimerie pour les publications non prévues par le Comité des publications telles que *A Profile of ESCAP*, le bulletin trimestriel *United Nations Asia-Pacific News*, *UN Focus*, des opuscules, des brochures et des prospectus; production de l'information tels que le concours de spécialistes de la production photographique et audio-visuelle et du montage du matériel d'expositions; contrat annuel concernant les services d'aide et de maintenance logicielles pour le système d'exploitation et le logiciel de base; perfectionnement de l'administration des systèmes, des applications et des supports logiciels personnalisés; conception et mise au point sur une base contractuelle de logiciels permettant d'avoir aisément accès par CD-ROM aux données et à l'information de la CESAP et révision et augmentation, sur une base contractuelle, de modules comprenant le système ESIS en vue d'ajouter de nouveaux éléments et de remédier aux lacunes.

Frais généraux de fonctionnement

- 17.107 Les ressources prévues (4 695 000 dollars), qui font apparaître une réduction de 48 300 dollars, se répartissent comme suit : a) 1 389 500 dollars, soit une réduction de 51 400 dollars, pour la location et l'entretien des locaux; b) 1 810 300 dollars, soit une réduction de 17 900 dollars, pour l'éclairage, le chauffage, l'énergie et l'eau; c) 205 200 dollars, soit une augmentation de 76 800 dollars, pour la location de photocopieuses et de véhicules; d) 59 400 dollars, soit une augmentation de 22 400 dollars, pour la location et l'entretien du matériel informatique; e) 743 400 dollars, montant qui correspond à la base des ressources, pour les communications (affranchissement, télégrammes, téléphone, télex et valise diplomatique); f) 315 000 dollars, soit une augmentation de 205 300 dollars, pour l'entretien du mobilier et du matériel, y compris notamment la part de la CESAP pour l'entretien et l'appui de l'infrastructure technique du réseau local (dont les serveurs centraux) nécessaire pour appuyer les serveurs centraux de gestion comme 3-main, UNIX pour le Système intégré de gestion, etc.; et g) 172 200 dollars, soit une réduction de 184 300 dollars au titre de services divers, dont le fret, les assurances, les frais bancaires et autres services.

Frais de représentation

- 17.108 Les ressources prévues (14 400 dollars), qui correspondent à la base des ressources, permettront d'organiser des réceptions officielles à l'occasion des sessions et/ou réunions d'organes intergouvernementaux et de la célébration de la Journée des Nations Unies.

Fournitures et accessoires

- 17.109 Un montant de 798 500 dollars est demandé pour l'achat de fournitures et accessoires de bureau, de fournitures de reproduction, de livres et fournitures de bibliothèque, et de fournitures destinées aux activités d'information.

Mobilier et matériel

- 17.110 Les ressources prévues à ce titre (1 223 700 dollars), qui font apparaître une réduction de 287 100 dollars, se répartissent comme suit : a) 42 500 dollars pour le remplacement de mobilier et matériel de bureau; b) 840 700 dollars pour l'achat et le remplacement de matériel informatique et du logiciel correspondant; c) 155 600 dollars pour le remplacement de matériel d'imprimerie et des services de conférence; d) 58 800 dollars pour le matériel de transport; e) 54 200 dollars pour le matériel de communication; et f) 71 900 dollars pour d'autre matériel nécessaire notamment pour l'entretien des bâtiments et la sécurité et du matériel divers tel que des fontaines réfrigérantes et des armoires-vestiaires à l'usage du personnel d'entretien des locaux.